



*Date de dépôt : 24 octobre 2025*

## **Rapport**

**de la commission de la santé chargée d'étudier :**

- a) M 2877-C**    **Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion de Dilara Bayrak, Marjorie de Chastonay, Corinne Müller Sontag, Marta Julia Macchiavelli, Didier Bonny, Adrienne Sordet, Anne Bonvin Bonfanti, Yves de Matteis, Ruth Bänziger, Jean-Marc Guinchard, Glenna Baillon-Lopez, Patrick Saudan, Bertrand Buchs, Nicole Valiquer Grecuccio, Youniss Mussa, Jean-Charles Rielle, Badia Luthi : Redynamiser la politique des quatre piliers**
- b) M 2948-A**    **Proposition de motion de Michael Andersen, Yves Nidegger, Daniel Noël, Patrick Lussi, Marc Falquet, Guy Mettan, Lionel Dugerdil, Stéphane Florey, Florian Dugerdil, Virna Conti, Charles Poncet : Agir contre le crack avant que Genève ne craque !**
- c) R 1046-A**    **Proposition de résolution de Natacha Buffet-Desfayes, Jean-Pierre Pasquier, Pierre Conne, Joëlle Fiss, Yvan Zweifel, Pierre Nicollier, Fabienne Monbaron, Darius Azarpey, Véronique Kämpfen, Alexandre de Senarclens, Vincent Subilia, Francine de Planta, Murat-Julian Alder, Thierry Oppikofer, Pascal Uehlinger, Jean-Louis Fazio, Marc Saudan, Christina Meissner, Jean-Marc Guinchard, Marc Falquet, Masha Alimi : Stop au deal et à la consommation de crack dans nos rues**

*Rapport de Jean-Marc Guinchard (page 6)*

## **Proposition de motion (2948-A)**

### **Agir contre le crack avant que Genève ne craque !**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- le fléau et les ravages de la consommation de stupéfiants ainsi que l’omniprésence et l’ampleur du trafic de drogue et des réseaux criminels dans les rues de Genève ;
- l’exaspération des habitants, des familles, des commerçants, contraints de subir, quotidiennement et depuis trop longtemps, les nuisances des dealers et des toxicomanes sur la voie publique ;
- les messages de banalisation, d’impuissance, de résignation, de laxisme et d’impunité délivrés par les autorités politiques et judiciaires face à l’explosion du trafic et de la consommation de stupéfiants ;
- les messages ambigus envoyés à notre population en matière de drogue, et aux jeunes en particulier, à travers l’idée insidieuse d’une consommation dite « festive » et selon laquelle certaines drogues seraient « douces » et leur consommation anodine et sans danger ;
- l’effet passerelle du cannabis vers les drogues dures ;
- le mythe d’une consommation sans danger dans un espace protégé ;
- l’effet facilitateur d’accès aux drogues illégales par les centres d’injection ;
- l’effet « aimant » des centres d’injection, attirant dealers et toxicomanes étrangers ;
- l’échec de la politique d’accompagnement des toxicomanes avec l’apparition de nouvelles drogues toujours plus nocives ;
- les ravages du crack et ses effets dramatiques sur l’ensemble de la collectivité ;
- les nuisances et les dangers, notamment pour les enfants, d’une consommation de stupéfiants sur la voie publique et aux abords des écoles,

invite le Conseil d’Etat

- à présenter une stratégie de « tolérance zéro » vis-à-vis des trafiquants, des vendeurs de drogues, des réseaux criminels associés, ainsi que de ceux qui détiennent et consomment des stupéfiants sur la voie publique ;

- à déplacer les centres d'injection loin des zones d'habitation ;
- à développer une politique de prévention contre la drogue dépourvue d'ambiguïtés, notamment vis-à-vis des drogues dites « douces ».

## Proposition de résolution (1046-A)

### Stop au deal et à la consommation de crack dans nos rues

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- les nombreuses pétitions adressées au Grand Conseil et les nombreuses actions menées par les associations des quartiers touchés par le deal et la consommation de crack sur le domaine public pour lutter contre les incivilités qui y sont liées ;
- les nombreux articles de presse relatant l'exaspération et le désespoir des habitants des quartiers touchés par le deal et la consommation de crack sur le domaine public ;
- que les habitants des Pâquis, par exemple, considèrent que les problèmes de sécurité se sont multipliés et intensifiés depuis le début de « l'épidémie de crack »<sup>1</sup> ;
- que les habitants du quartier des Pâquis, par exemple, considèrent que « les plus jeunes en arrivent à « banaliser » la présence d'individus en train de comater, tandis que les plus âgés sont fascinés par le mirage de l'argent facile »<sup>2</sup> ;
- que les commerçants se plaignent régulièrement des effets délétères de l'insécurité et des incivilités liées au deal et à la consommation de crack sur le domaine public sur leurs affaires ;
- que les politiques de la sécurité et de la santé relèvent principalement des compétences cantonales ;
- que des postes et moyens financiers ont été votés dans le cadre du budget 2024 pour le déploiement rapide d'un plan de lutte contre le crack ;
- que d'autres villes romandes telles que Lausanne sont également confrontées aux mêmes problématiques que celles citées plus haut,

---

<sup>1</sup> A bout, les Pâquis attendent un « geste fort » des autorités, in : Tribune de Genève, 11 septembre 2024.

<sup>2</sup> *Id.*

invite le Conseil d'Etat

- à accélérer le déploiement de son plan crack ;
- à renforcer la présence active de la police cantonale pour dissuader, d'une part, les consommateurs de crack de le faire dans l'espace public et pour, d'autre part, lutter contre le deal de drogues ;
- à créer au plus vite l'annexe au local de Quai 9 pour l'accueil des consommatrices et consommateurs de crack ;
- à renforcer les tournées de travailleurs sociaux hors murs et soignants dans les quartiers particulièrement touchés par les incivilités liées au deal et à la consommation de crack dans la rue ;
- à accélérer la délivrance d'autorisations de pose de caméras de vidéosurveillance dans les quartiers les plus durement touchés par le deal et la consommation de crack de rue ;
- à revitaliser le contrat local de sécurité avec la Ville de Genève afin d'intensifier la lutte contre les incivilités liées au deal et à la consommation de crack dans la rue ;
- à accélérer les travaux liés à la refonte de la police de proximité ;
- à coordonner ses efforts avec les cantons romands confrontés aux mêmes problèmes dans leurs centres urbains.

## Rapport de Jean-Marc Guinchard

Le M 2877-B est un rapport du Conseil d'Etat que la plénière a décidé de renvoyer à la commission de la santé afin qu'elle poursuive ses travaux, trouvant que dans sa réponse le Conseil d'Etat n'avait pas abordé les véritables considérations de la motion, à savoir le pilotage de la politique des 4 piliers, ainsi que du 5<sup>e</sup> pilier rajouté par la commission, qui couvrait un volet social de la question des addictions. Entre-temps, la commission de la santé a été saisie de deux nouveaux objets en lien avec le crack, à savoir la M 2948 et la R 1046. Au vu de la proximité des sujets, la commission a décidé de les étudier ensemble. Partant, la commission a travaillé sur ces trois objets lors de ses séances des 15 mars, 7 et 14 juin, 23 août et 18 octobre 2024. Après avoir gelé ces objets afin de voir les actions menées par le Conseil d'Etat, les travaux de la commission ont repris le 22 août et se sont terminés le 10 octobre 2025.

La présidence a été assurée respectivement par M. Jean-Marc Guinchard et M<sup>me</sup> Louise Trottet.

La commission a auditionné à deux reprises le département de la santé et des mobilités (DSM), représenté par M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, M. Panteleimon Giannakopoulos, directeur général de l'office cantonal de la santé (OCS), M. Alessandro Cassini, médecin cantonal, M<sup>me</sup> Marie Léocadie, cheffe du secteur prévention et promotion de la santé, et M<sup>me</sup> Samia Brunner, conseillère scientifique (secteur prévention et promotion de la santé), respectivement le département des institutions et du numérique (DIN), représenté par M<sup>me</sup> Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat, M. Luc Broch, commandant adjoint de la police, et M. Richard Boldrini, chef de la police judiciaire, ainsi que l'Association Première Ligne, représentée par M. Thomas Herquel, directeur, et M<sup>me</sup> Jennifer Hasselgard-Rowe, adjointe scientifique.

M<sup>me</sup> Angela Carvalho, secrétaire scientifique (SGGC), a participé aux travaux de la commission et les procès-verbaux ont été tenus par M. Lucas Duquesnoy et M<sup>me</sup> Alicia Nguyen.

Nous remercions ces personnes de leur contribution au bon déroulement des travaux de la commission.

## Séance du vendredi 15 mars 2024

### *M 2877-B : Redynamiser la politique des quatre piliers*

Pour cette motion M 2877-B, il s'agit d'un objet qui a déjà été traité en commission et que la plénière a choisi de renvoyer le 26 janvier dernier après avoir constaté que, malgré le long rapport du Conseil d'Etat, ce dernier n'avait pas abordé les véritables considérations de la motion, à savoir le pilotage des quatre piliers ainsi que le cinquième pilier portant sur le volet social et la question des addictions. Le parlement ayant estimé que ces éléments ne ressortaient pas suffisamment du rapport, il a renvoyé la motion en commission par 86 voix en faveur. La commission doit donc se décider sur ce qu'elle souhaite faire de cet objet, à savoir si elle entend par exemple rouvrir la question et relancer un cycle d'auditions.

Un député PLR propose d'entendre peut-être la position du département avant de prendre une décision, en particulier pour savoir s'il y a des travaux en cours de son côté.

M. Bron comprend la démarche du Grand Conseil, mais inciterait en effet la commission à prendre en premier lieu le temps d'absorber ce qui se passe. S'il y a peut-être des déficits d'édition dans ces rapports qui sont toujours produits dans des délais très restreints, les invites de la motion sont totalement prises en compte par les autorités, notamment sur l'aspect du travail social. On retrouve notamment cette dimension dans le cadre du plan crack, qui commence à déployer ses effets, de par le travail avec des associations qui sont d'ordinaire plutôt pilotées par le DCS et qui sont complètement intégrées dans le dispositif, que ce soit pour les lieux d'accueil, l'encadrement sur le terrain ou encore l'hébergement de nuit. Cette dimension sociale a donc complètement été intégrée dans le plan crack qui a connu un développement spectaculaire, ce qui n'est peut-être pas suffisamment traduit dans le rapport du Conseil d'Etat. Sur la question de la gouvernance des quatre piliers, cette crise du crack a été l'occasion d'avoir une vraie mutation. Sur le terrain, on a un comité de pilotage du Quai 9 qui est devenu un vrai comité de pilotage stratégique avec des acteurs présents depuis longtemps comme la Ville de Genève, la police ou les HUG, mais aussi de nouveaux acteurs comme le DIP, le DCS et des associations sociales. On se dirige ici vers un véritable comité consultatif sur la question de la consommation de drogue à Genève, à tel point que d'autres cantons sont même venus entendre ce qui était mis en place. Il y a donc un comité de pilotage stratégique d'une part, mais aussi une demande politique puisque les différents conseillers d'Etat sont représentés. Ceci est le fruit de résultats et d'orientations qui vont tout à fait dans le sens des invites de la motion qui a été pleinement accueillie par le Conseil d'Etat. S'il est toujours possible de

recommencer à mener des auditions, le département inviterait déjà la commission à attendre de voir les effets du plan crack se déployer pleinement.

Un député MCG note que, pour son groupe, le plan du Conseil d'Etat donnait déjà beaucoup d'éléments. Le comité de pilotage répond en partie à l'invite sur le taux du succès puisqu'il permet d'évaluer la réussite et la pertinence de certaines mesures. Le député reste cependant un peu sur sa faim en ce qui concerne l'origine géographique des usagers. Il se demande par exemple si certains viendraient de France voisine ou d'ailleurs. Si on peut comprendre que Première Ligne ne veuille pas forcément travailler sur ce sujet, cela ne devrait pas être un tabou pour mieux cerner la problématique et il aimerait des éléments sur cette question, y compris sur le nombre de personnes qui sont par exemple sans domicile fixe.

M. Bron répond qu'il n'y a vraiment pas de tabou et que ce débat a justement donné lieu à des enquêtes exhaustives sur la question, ce qui a depuis donné lieu à des relevés de la part de Première Ligne. S'il n'a pas les chiffres avec lui aujourd'hui, il confirme que l'on a des éléments sur la domiciliation et le parcours des usagers. Il faut en tout cas rappeler que Genève attire les consommateurs de par la disponibilité du produit, comme cela est le cas dans toutes les villes où l'on peut facilement consommer. Maintenant, le constat reste aussi que ces gens sont dans l'espace public et qu'il faut faire quelque chose. Ces chiffres ne sont en tout cas pas tabous et peuvent être fournis à la commission.

Le même député MCG note que ces chiffres complèteraient le rapport dont il faut souligner la qualité.

Un député LC avoue que le rapport du Conseil d'Etat l'avait pour sa part satisfait et qu'il n'a pas tout de suite compris ce renvoi en commission. Le député voit désormais avec satisfaction le comité de pilotage qui travaille de façon plus sereine qu'à ses débuts, notamment au niveau des contacts entre le Quai 9 et la police. Cela étant dit, la motion ayant été renvoyée devant la commission, le député propose peut-être d'entendre les responsables du projet pilote de la Cannabinothèque à Vernier qui a un fonctionnement intéressant.

Un député Ve constate que l'association Première Ligne est beaucoup mentionnée dans le rapport, qui souligne par ailleurs que beaucoup d'actions de l'Etat se font en collaboration avec elle qui lui sont déléguées. Le député trouverait très intéressant de l'auditionner pour voir si ce qui est dans le rapport reflète la réalité et répond aux problématiques auxquelles elle est exposée.

Un député PLR aurait plutôt tendance à suivre la proposition du DSM et de laisser le temps au plan crack de se mettre un peu plus en place, quitte à reprendre les travaux dans quelques mois avec une audition du département



pour faire le point sur ce qui a été mis en place. Il ne voit pas forcément l'intérêt de relancer tout un cycle d'auditions pour faire des vérifications alors que la commission a beaucoup d'autres objets à traiter. Concernant la proposition de LC, il concède que cela pourrait apporter une autre perspective sur les travaux. Il propose donc de geler cet objet et d'attendre.

La présidente propose donc de voter en premier lieu sur un éventuel gel et de voter ensuite sur d'éventuelles auditions si la commission souhaite poursuivre les travaux.

La présidente met aux voix la possibilité de geler les travaux sur la M 2877-B :

Pour : 10 (4 PLR, 1 UDC, 3 S, 1 LJS, 1 LC)

Contre : 4 (2 Ve, 2 MCG)

Abstentions : –

***Le gel de la M 2877 B est accepté.***

## **Séance du 14 juin 2024**

***M 2877-B : Redynamiser la politique des quatre piliers***

***M 2948 : Agir contre le crack avant que Genève ne craque !***

**Audition de MM. Pierre Maudet, conseiller d'Etat/DSM, et Panteleimon Giannakopoulos, directeur général a.i./OCS**

Pour rappel, la M 2877-B porte sur la politique des 4 piliers et la M 2948 porte plus spécifiquement sur le crack.

Sur la politique des quatre piliers, le Conseil d'Etat constate à la faveur de la problématique du crack que cette politique est ancrée comme un élément structurant de la politique fédérale et qu'elle reste et demeure une approche qui fait du sens. En revanche, cette politique pourrait être complétée par deux éléments. Tout d'abord, et on le voit avec le crack, il y aurait un intérêt à avoir une approche sociale, par exemple sur le logement. Un des premiers succès du plan crack a été l'extraction et la mise à l'abri des personnes concernées au sein du « Passage », une infrastructure qui comporte une douzaine de lits en sleep-in. S'il fallait aujourd'hui se positionner : l'approche des quatre piliers fonctionne toujours, mais il faut pouvoir compléter l'aspect social. D'autre part, et il s'agit là d'un aspect plus politique, il faut se demander, en parallèle de ces quatre éléments, s'il ne faut pas aussi envisager une dimension de légalisation. De fait, que ce soit par les décisions judiciaires ou par les décisions du Parlement fédéral d'autoriser toute une série de tests, on constate qu'il y a des avancées, y compris avec le projet pilote mené à Vernier sur le cannabis récréatif dans une officine qui vend ces substances. S'il n'y a pas dans

l'approche une dimension de dépénalisation ou de réglementation, il est aussi difficile pour l'Etat de fixer des règles. Il ne s'agit pas de partir sur une logique de libéralisation débridée, mais on est déjà dans une dépénalisation un peu rampante qui ne dit pas son nom et qui pose problème vis-à-vis des signaux que l'on peut donner. Donc, s'il faut compléter le plan social vis-à-vis de ce qui existe déjà, il faut aussi avancer politiquement sur la dépénalisation. Il y a des acteurs différents pour chacun des piliers et le dispositif fonctionne plutôt bien à Genève.

M. Giannakopoulos précise que la politique des quatre piliers est une histoire ancienne qui est désormais très bien enracinée. Cependant, la situation change rapidement et, même si cette approche fonctionne, il faut développer de nouvelles dimensions à l'instar de la dimension sociale. La situation évolue rapidement à Genève avec l'arrivée du crack et de substances qui sont très addictives, sans capacité de substitution et qui font qu'un individu perd très rapidement ses référents sur le plan social, de l'hygiène et de sa dignité. Les personnes qui consomment du crack peuvent ainsi en l'espace de quelques mois perdre 15 ou 30 kilos et développer beaucoup plus rapidement des comportements addictifs, c'est-à-dire que la substance devient le seul élément de leur vie. L'apport du social n'est donc plus le même qu'à l'époque des scènes ouvertes et peut justement être très soutenant pour ces personnes qui perdent leur identité sous l'effet des substances. Cette réflexion est valable pour le crack et sera encore plus valable pour les opioïdes de synthèse, comme on les connaît actuellement aux Etats-Unis, mais pas encore en Europe. Si on pense toujours aux personnes toxicodépendantes en train d'utiliser des seringues, ce ne sera plus le cas avec ces nouvelles substances consommées via des pilules. On parle ici d'addictions très rapides avec des gens qui ont besoin d'une nouvelle pilule toute les une heure ou deux. On voit déjà avec le crack des gens qui doivent sortir toutes les trente minutes parce que le besoin devient impérieux, sans que l'on puisse leur donner un équivalent à l'instar de la méthadone pour l'héroïne. On est donc sur une scène très différente et, si la politique des quatre piliers fait encore sens, il va falloir la redynamiser et l'adapter aux besoins d'un terrain qui n'est plus le même et qui va changer encore davantage avec l'essor du crack voire l'arrivée du fentanyl. Il faudra s'adapter rapidement à ces changements de situation en faisant évoluer les quatre piliers en fonction des observations. M. Giannakopoulos se souvient avoir visité le Quai 9 par le passé avant d'arriver à l'OCS et d'avoir été très agréablement surpris par l'investissement des personnes sur place. On peut vraiment être fier de cet investissement envers une population qui n'est pas habituelle et qui peut choquer sur le plan humain.

M. Maudet poursuit sur la question du crack. Au sortir de l'été, le Grand Conseil a accepté le plan d'urgence pour le crack, avec un crédit supplémentaire en 2024 et des crédits prévus pour les années qui suivent. Ce plan comporte plusieurs focales, par exemple avec les 12 postes à la police que l'on ne peut pas avoir comme ça et pour lesquels il a fallu redéployer du personnel sous l'angle de la police de proximité. Le plein dispositif sera opérant d'ici 2027, mais le DIN pourrait informer la commission de manière plus précise sur cet aspect, par exemple sur la situation de la vente aux Pâquis et les implications pour la sécurité publique. Au niveau du DCS, le département a pu mettre à disposition douze places dans l'espace-relai mentionné précédemment, en même temps qu'un sleep-in est maintenu dans les locaux du Quai 9 pour absorber un certain niveau de population. L'Etat peine encore sur les autorisations de construire pour déployer une structure provisoire légère, avec des conteneurs, accolée au bâtiment du Quai 9. Cela semble extraordinairement compliqué entre les recours pour la suppression des places de deux-roues à proximité du site et les autorisations de construire pour agrandir le site. Dans l'intervalle, le chantier de la gare de Cornavin a été retardé, ce qui fait que la solution alternative pour le Quai 9 devient moins urgente. Les solutions sont encore à l'étude et un site en particulier est envisagé, sans pouvoir le révéler à ce stade. Même si le déménagement est retardé, il n'en reste pas moins qu'il faut un site étendu le temps que les travaux commencent. Au niveau de la mobilisation des équipes, il faut souligner le travail impressionnant, avec 5000 pipes à crack distribuées en 2021 contre 11 000 en 2022 et 23 000 en 2023. Il y a une vraie capacité des équipes à être au plus proche des personnes concernées, à rendre disponible le matériel nécessaire et à gérer au mieux ces populations compliquées qui tendent à s'abandonner complètement. Pour ce qui est des habitants du quartier, M. Maudet ne les a pas revus depuis la fin de l'année, mais il semblerait que le dispositif correspond à leurs attentes en vue d'une prise en charge permettant de circonscrire le phénomène dans un périmètre limité. Le déploiement social et sanitaire du plan est donc bien avancé et c'est le déploiement plus sécuritaire qui pose encore quelques soucis, même si cela va se faire.

Un député PLR demande si l'on observe une forme de saisonnalité avec une augmentation de la consommation en été. Il se demande également si on observe que des gens parviennent à s'en sortir après l'été. D'autre part, le député se souvient qu'il n'y a pas beaucoup de solutions pour que les gens s'en sortent et il se demande si une délocalisation dans un endroit plus éloigné des lieux de consommation est envisagé, comme cela a pu fonctionner par le passé avec l'héroïne.

M. Giannakopoulos répond que le crack diffère en fait un peu de l'héroïne. Il a une dimension saisonnière, avec plus de consommation en été. Le crack est associé à une dimension d'euphorie et d'excitation immédiate qui est favorisée par les situations festives. Quand on voit ces personnes, on constate qu'elles ont beaucoup de peine à rester dehors dès qu'il fait froid. On les retrouve donc moins dehors, ce qui les rend aussi moins visibles dans la proximité. En 2024, on constate que le nombre de pipes à crack n'a pas augmenté, ce qui laisse planer l'espoir d'avoir atteint un plateau. Les faits montrent cependant que, dans les autres villes touchées, ce plateau, lorsqu'il est atteint, diminue rarement. Au niveau des délocalisations, si on regarde ce qui a été fait, il y a des maraudes qui ont été mises en place. Il s'agit de personnes du service de l'addictologie qui viennent avec des pairs et qui peuvent aller autour du Quai 9 pour essayer de rentrer en contact avec des consommateurs. Cela permet de les trouver, de les sensibiliser et éventuellement de les amener vers un lieu de soins. En 2023, on estime que ce dispositif a permis de ramener environ 50 ou 60 personnes vers le système de soins, ce qui peut paraître très peu tout en étant assez élevé de par la difficulté notoire pour amener ces gens dans le système de santé. Il faut aussi rappeler que ces maraudes se font face à des personnes qui sont sous l'effet d'un produit excitant et qui peuvent montrer un degré de désorganisation et d'agressivité impressionnant, ce qui n'est pas le cas avec des consommateurs d'héroïne qui recherchent le nirvana. Avec le crack, qui fonctionne par inhalation et non par injection, on retrouve des phénomènes d'agressivité massifs. Les personnes qui approchent les consommateurs sont volontaires, mais ce n'est pas sans danger. Il y a régulièrement des personnes qui doivent être hospitalisées pour calmer la variation comportementale. Les études montrent que l'on ne peut pas avoir la même logique que pour le site d'injection et que la manière de consommer la substance crée le lien avec le milieu. C'est plus délicat quand on est dans des substances qui ne sont pas injectées. Certaines villes ont pris le pari de faire de petites structures pas du tout centralisées, et les habitants ont une réaction très mitigée là-dessus. Aux Etats-Unis, on retrouve des équivalents du Quai 9 dans des endroits défavorisés, ce qui crée une forme de double peine pour des gens avec peu de revenus qui doivent aussi être exposés à la situation. Il n'y a pas de chiffres qui disent que, si on utilise l'aspect de la localisation, cela peut permettre de limiter le nombre de consommateurs du crack. D'autre part, pour les personnes qui sont dans le sleep-in, il faut fixer une heure, parce que le consommateur a un tel besoin impérieux de sortir qu'il peut casser la porte pour entrer ou pour sortir. Donc, l'infrastructure permet de rentrer et de sortir jusqu'à une certaine heure, et ce afin de limiter l'agitation et de faire vivre cet endroit sans prendre des risques.

Un autre député PLR fait ici référence à la M 2948 qui, dans le fond, met en avant, s'agissant du crack, l'importance d'avoir une approche plus directive, voire répressive. Si cette question doit se poser, notamment quand on a affaire à ces nouvelles substances qui ont des effets qui rendent les personnes quasiment insaisissables, ingérables et dangereuses, le député ne veut pas criminaliser ces personnes qui sont des personnes malades, mais il se pose tout de même la question de l'approche à favoriser. Il met cela en parallèle avec l'essor du trafic de substances illicites et la puissance liée aux revenus de ces réseaux. Il s'agit de quelque chose qui inquiète, même si le gouvernement ne reste pas totalement spectateur de ce phénomène. Le député se demande s'il faut donc développer encore plus la politique des quatre piliers en développant un aspect social afin d'atteindre une stabilité dans la situation ou si cela n'est pas un peu trop faible face au narcotrafic et à l'émergence de ces substances et de celles à venir. D'autre part, on voit que, durant la pandémie, notre société n'a pas hésité à être un peu plus directive, notamment parce qu'elle considérait le virus comme une menace importante par rapport à quelque chose sur quoi on perdait la maîtrise. L'Etat a pris des mesures inédites, avec un effet positif et le député se demande si l'on ne gagnerait pas à être un peu plus déterminé et plus largement actif s'agissant de la prévention, mais aussi de la répression du crack. On peut par exemple supposer que, quand ces personnes sont privées de liberté, elles ne parviennent plus à consommer, de la même manière que la restriction de circulation des personnes a permis de limiter la circulation de virus.

M. Maudet ne sait pas si l'analogie entre le virus et les stupéfiants est vraiment pertinente. Il sait en revanche que, partout où l'on a voulu maximiser la répression, cela a été un échec. La France a adopté cette politique, avec pour seul effet de nourrir les mafias qui sont un véritable problème et qui nécessitent une politique criminelle d'ampleur internationale se heurtant quelque part aux limites technologiques des états. Quand on voit la puissance et la ramification des réseaux criminels qui se basent sur le trafic de stupéfiants, ce n'est pas le canton ni même la Confédération qui peuvent apporter toutes les réponses. Donc, partir sur une optique purement oppressive serait à côté de la plaque. S'il faut évidemment s'attaquer au narcotrafic, cela se fera au niveau fédéral au minimum. Il faut par ailleurs regarder les programmes développés par Interpol qui sont certes ambitieux, mais qui ne parviennent pas à régater face à des économies entières qui reposent sur ce trafic. Si l'on peut entendre que la réponse du Conseil d'Etat n'est peut-être pas assez déterminée, l'analogie avec la pandémie est difficile à faire. On connaît des phénomènes d'addiction depuis des siècles dans toutes les sociétés, tandis que la problématique du virus est complètement différente, reposant plutôt sur la perception d'un péril

immédiat et hautement transmissible, ce qui diffère d'une situation d'addiction classique telle qu'on la connaît.

Le même député PLR note que, même si l'on se trouve ici à la commission de la santé, on ne peut pas séparer les quatre piliers et il faut trouver une certaine cohérence dans les politiques qui sont développées. Si cette analogie a quelque chose qui peut surprendre, elle est liée au fait que l'on a ici un phénomène qui n'est pas aussi brutal dans sa nouveauté, mais qui est marqué par l'arrivée de substances qui produisent des effets très bien décrits et qui font que ces personnes nous échappent. Sur la répression, le député se demande si une approche sanitaire concernant les personnes qui sont consommatrices est une approche suffisante ou s'il ne faudrait pas être encore plus répressif s'agissant non seulement des vendeurs, mais aussi des consommateurs, afin de protéger ceux qui ne consomment pas encore, ce qui semble en tout cas être la demande formulée par la motion.

M. Maudet répond que le Conseil d'Etat est en tout cas clairement opposé à une telle approche.

M. Giannakopoulos précise que la question de la sécurisation de l'extension se pose aujourd'hui et est en discussion avec le DIN. Il s'agit aussi de trouver une solution pour la présence policière. Il faut peut-être rappeler en préambule que le crack est devenu aussi fréquent en raison de son prix très bas, une dose coûtant aujourd'hui environ 10 francs, contre 40 pour la cocaïne. Il est donc très simple de s'en procurer. Le Quai 9 a été obligé de fermer les toilettes parce qu'ils étaient devenus un lieu de prostitution afin d'avoir de l'argent pour acheter du crack. Si cette vérité peut paraître glauque, c'est malheureusement ce qui se passe. On pourrait dire que ces gens deviennent des zombies et qu'il faut les placer en prison ou à l'hôpital psychiatrique. Dans les pays qui l'ont fait, on voit que, si les gens arrêtent la consommation, ils la reprennent immédiatement en sortant, l'effet d'euphorie à bas prix fait que les consommateurs le recherchent beaucoup plus qu'avec l'héroïne. Avec un système de soins qui accompagne ces gens, c'est un autre cas de figure, mais cela ne rend pas la tâche moins difficile. La sécurisation du lieu ne serait pas très efficace en envoyant ces gens plus loin. On a aussi observé une augmentation du microdeal autour du Quai 9 qui est liée à des réseaux qui ont amené massivement le produit à Genève et qui ont proposé un prix qui avoisinait les 4 ou 5 francs à l'époque. Concrètement, quelqu'un qui fait la manche pendant peu de temps peut rapidement avoir accès à une dose.

M. Maudet note qu'au tarif où l'on met les gens en prison, à savoir environ 380 francs par jour et par personne à Champ-Dollon, on ne peut qu'imaginer ce que cela signifierait dans une prison déjà surchargée.

M. Giannakopoulos poursuit sur la question et note que l'Etat cherche aussi à savoir ce qui se passe en dehors du Quai 9. Le microdeal a fleuri de manière importante, avec des personnes qui viennent et qui sont souvent, mais pas uniquement, étrangères. C'est là le lot de la misère qui va avec. Ces personnes sont ici avec très peu de moyens, dans des situations socioculturelles compliquées. Il faut noter que la situation est particulièrement difficile pour les femmes qui consomment du crack et qui sont capables de faire absolument n'importe quoi pour acheter une dose, que ce soit dans le Quai 9 ou en périphérie.

M. Maudet note qu'il n'y a pas d'attractivité liée à la qualité particulière du produit, mais qu'il y a en revanche une attractivité genevoise de par la richesse de la ville, ce qu'on retrouve moins dans les villes de France voisine.

Un député LJS est assez étonné de ce qu'il entend sur la nouveauté du phénomène, ayant le souvenir que, lorsqu'il était adolescent, on en parlait déjà. On sait que le crack arrive depuis plus de 40 ans et il est étonnant que rien n'ait été fait pour prévenir cela. Le Quai 9 est complètement débordé face à cette situation. La situation n'est pas forcément évidente dans le quartier et le député, pas plus tard qu'il y a quelques semaines, signalait au téléphone à la police une personne se shootant dans la cheville sur le trottoir. La personne lui ayant répondu a craqué au téléphone en disant qu'il n'y avait pas les moyens nécessaires. Le député LJS se demande donc ce qui va être fait concrètement si ces nouveaux opioïdes de synthèse arrivent, alors que l'on n'a déjà pas fait ce qu'il fallait pour le crack depuis des années.

M. Maudet répond que le phénomène du crack tel qu'on le présente reste un problème récent, avec une montée en puissance depuis 2021. Il est donc faux de dire que l'on a un problème avec le crack depuis 30 ans, puisqu'on a en fait un problème d'ampleur depuis trois ans. Si l'on peut entendre qu'il y a un risque avec le fentanyl, le département y réfléchit, mais ne va pas mettre en place un immense dispositif s'il n'y a pas l'ombre d'un début de problème. Le crack monte vraiment depuis 2021 et il faut accompagner beaucoup de gens pour y faire face. Par rapport au nombre de personnes concernées, la situation reste cependant sous contrôle.

M. Giannakopoulos poursuit en expliquant que l'augmentation avec le crack a commencé avec de faibles chiffres à partir de 2013 et 2014. Pour le fentanyl, il n'y a pas de chiffres qui indiquent un problème à Genève, même si on sait que cela existe ailleurs. La formation des professionnels commence à s'adapter à ces nouvelles substances avec d'autres effets et l'objectif est d'avoir des professionnels de tous types qui savent de quoi on parle quand on parle des drogues de synthèse. Un autre élément à relever est celui des discussions autour de l'utilisation de la naloxone qui permet, en inhalant le

produit, de sauver quelqu'un qui consomme des opioïdes de synthèse en grande dose. Une possibilité serait que ce soit les policiers qui en aient avec eux, bien qu'il s'agisse quelque part d'un acte médical normalement réservé aux soignants. Le produit peut en tout cas sauver des gens qui se retrouvent en arrêt cardiaque avec les opioïdes de synthèse. Il faut quand même relever que les effets sociaux de ces produits ne sont pas ceux du crack, même s'il y a de vrais dangers pour la santé. Le travail doit commencer, et si on peut dire que l'on agira quand le phénomène sera là, il faut plutôt commencer à se préparer dans cette éventualité. Le secteur de prévention et de promotion de la santé dispose par ailleurs déjà de deux collaborateurs très bien formés sur ces questions et qui vont commencer à s'investir dans la formation.

Un député UDC rappelle que cette motion a été déposée en amont de la présentation du plan crack mis en place par le Conseil d'Etat suite au vote du budget 2024. Le député a compris que le plan se mettait en place, avec notamment des difficultés pour recruter dans le corps de police. Il se demande si, avec les premières mesures mises en œuvre, on constate déjà de premières améliorations de la situation. D'autre part, s'il comprend que l'on puisse à terme parler de six piliers, en espérant que la dépénalisation ne concerne pas le crack, il se demande si les mesures sociales entreprises comme les douze lits suffisent. Il n'existe pas de substitut par rapport au crack et on doit se demander comment y remédier. La motion demande une tolérance zéro envers la consommation d'un produit illicite, et si le député ne comparerait évidemment pas la Suisse et la France qui ont choisi des approches distinctes, il n'en reste pas moins qu'il faut trouver une solution pour remédier à ce problème du crack, même s'il entend que Genève ne peut pas tout faire, y compris lutter contre les réseaux de criminalité qui relèvent plutôt de la politique fédérale.

M. Maudet répond qu'il serait présomptueux de dire que la situation s'est améliorée. Le plan ayant été voté à l'automne, un premier baromètre serait peut-être celui du volume des plaintes de la part des habitants du quartier. Le DIN dit en tout cas en recevoir moins, ce qui peut aussi être le signe d'une résignation. A ce stade, on peut au moins dire que l'on a plus ou moins circonscrit le phénomène. Le vrai test aura lieu cet été en voyant combien de personnes cela touche et si le dispositif suffit, notamment en termes d'impact sur le domaine public. Sur la question des effectifs de police, il faut tout de même dire que l'on a aussi la capacité de monter en puissance et que, si les postes ouverts ne seront pas pourvus avant 2027 et la fin de la formation des personnes, le DIN a une capacité sous l'angle de la police judiciaire et de la police de proximité. Le département pourrait cependant mieux informer la commission sur ce point. Au niveau des solutions envisageables pour remédier au problème, on ne sait pas si l'on peut y remédier et force est de constater que



personne n'y est jamais parvenu quand on parle de consommation de drogue, y compris dans des sociétés totalitaires où l'on cache les choses. Il n'y a pas de société sans addiction et les seules choses sur lesquelles on peut agir c'est la manière dont on gère de manière plus ou moins hypocrite et le seuil de tolérance que l'on fixe. Le seuil de tolérance a en tout cas été dépassé pour le crack, ce d'autant plus que des gens ont maintenant une liberté de déplacement qui s'en trouve entravée et un sentiment de sécurité qui diminue avec des gens potentiellement très agressifs.

Si on prend l'exemple des scènes ouvertes à Zurich ou à Berne, on a pu voir des confrontations très choquantes pour la population qui ont par la suite généré des situations de répression assez dure qui ont en partie permis de cacher les choses, mais aussi de résorber le phénomène. Il est difficile de trouver un remède pur et simple au crack, surtout quand on a 100 kilomètres de frontière avec la France qui traverse aussi ses propres problèmes. Il faut en tout cas une action concertée et déterminée avec des angles multifactoriels et une gestion du seuil de tolérance au plus près de ce que fait remonter la population.

Un député PLR revient sur cette notion de plateau avec un nombre de personnes qui ne diminuerait peut-être finalement pas. S'il ne soutient pas une telle proposition, il se demande quel serait l'effet d'une dépénalisation de la consommation avec l'Etat qui revendrait les doses à 50 centimes, ce qui pourrait permettre de tuer le marché.

M. Maudet note que, si on met la dose à 50 centimes, l'Etat saurait au moins contrôler la qualité du produit. Le problème est cependant surtout celui de la détérioration de l'état physique.

M. Giannakopoulos précise que l'on pourrait tuer une partie du marché, mais que l'Etat prendrait alors une part de responsabilité par rapport aux personnes. La personne est liée à une addiction extraordinairement grave, parce que répétitive. Si on rend le produit moins profitable et qu'on le distribue, il faut aussi se demander ce qu'on va faire des gens qui vont venir chaque demi-heure et cela pose une question d'ordre moral. D'autre part, il y a une diminution claire du trafic et des ventes au niveau de l'héroïne qui est passée de mode, tandis que des classiques comme le cannabis ou la cocaïne sont restés. Il n'y a concrètement pas une société qui a pu éradiquer le problème de la drogue, mais on peut au moins espérer sauver des vies. Il faut cependant rester humble et attendre un changement d'habitude des consommateurs. Le crack est déjà une ancienne histoire, tandis que les opioïdes de synthèse sont nettement plus addictogènes, ce qui pourrait nous exposer à un changement dans la scène. On peut évidemment limiter les dégâts pour les consommateurs,

leur offrir un logement et leur proposer des soins, mais il n'y a pas de réponse pérenne au problème, ce qui force à rester modeste.

Le même député précise que le but de sa question est plutôt de voir comment l'on pourrait niveler le marché et par exemple limiter le phénomène de la prostitution.

M. Maudet observe que cela pourrait aussi faire diminuer les petits phénomènes criminels.

Un député S rappelle que, quand on parle de réglementation, on ne parle évidemment pas du crack. D'autre part, quand on parle de réglementation, on parle des drogues largement consommées, comme le cannabis, qui ne sont peut-être pas très loin de l'alcool en termes de qualité de produit. Il ne s'agit évidemment pas de réglementer le crack, qui n'arrange pas forcément ces grands réseaux puisque les consommateurs se détériorent très vite, ce qui limite le profit à terme. On parle de quelques centaines de consommateurs contre des milliers d'autres pour les autres drogues. Donc, quand on parle de réglementation, ce sont les réseaux qui vendent ces produits qu'il s'agit d'attaquer, puisque c'est aussi là où il y a les plus gros profits. On ne parle probablement même pas des mêmes réseaux pour le crack. Si on prend l'exemple français, on voit que le pays a développé ces banlieues qui sont maintenant dirigées par quelques dealers et qui pénalisent l'ensemble de la population. La France ne déroge pas à ce modèle répressif qui n'est pas celui choisi par ses voisins, y compris la Suisse.

Un député PLR demande si l'on en sait un peu plus sur les déterminants qui font qu'une personne devient consommatrice, et notamment si les programmes de distribution ont aussi pu contribuer à créer des consommateurs de crack.

M. Giannakopoulos répond que l'on sait en tout cas que les gens sont souvent des polyconsommateurs et non pas des consommateurs purs. Ils sont également souvent un peu plus âgés que la moyenne, étant passés par d'autres drogues comme l'héroïne sans nécessairement développer une dépendance forte, et ils migrent vers le crack comme ils pourraient migrer vers les opioïdes de synthèse. Il y a aussi un certain nombre de mineurs qui se retrouvent autour du Quai 9 et qui peuvent être des consommateurs. Le crack n'est cependant pas une substance d'entrée et il vient après dans le parcours de consommation. Le cannabis est à l'inverse une substance d'entrée, ce qui pose la question de sa légalisation, notamment avec des populations vulnérables. Le crack est arrivé à Genève par l'intermédiaire de réseaux et il présente un bas prix. Maintenant, compte tenu de la rapide détérioration physique, le bénéfice du vendeur est moindre. Sur l'impact du programme de substitution, il semblerait

qu'il n'ait pas favorisé l'essor du crack. On voit au contraire que les gens qui sont pris en charge se retrouvent dans des structures adaptées. Contrairement aux personnes qui sont à la recherche d'héroïne, les consommateurs de crack présentent un comportement très envahissant et peuvent devenir très violents à cause de l'effet excitant. Ils sont en tout cas souvent liés à des consommations précédentes, mais pas à la présence de programmes de substitution.

Un député UDC note que l'on a tout de même très souvent obtenu des moyens pour désintoxiquer les gens et il se demande si c'est le cas avec les consommateurs de crack, par exemple s'ils peuvent suivre des cures de désintoxication ou si, au contraire, les gens décèdent très rapidement.

M. Giannakopoulos répond qu'il n'existe en l'état pas de produit de substitution. Si on hospitalise les gens, on doit injecter des doses massives de benzodiazépines afin de remplacer l'effet euphorisant fort en diminuant l'appétence. Il n'y a en revanche pas de substance qui permet de sevrer les personnes, comme la méthadone. L'hospitalisation peut calmer les gens, mais, dès qu'ils sortent, ils reprennent la consommation. Le problème existait aussi avec la cocaïne, si ce n'est que son prix a toujours été élevé et qu'il n'a jamais été aussi simple de se la procurer. On pourrait donc ouvrir des lits en addictologie, mais cela ne participerait pas à l'éradication du problème.

## **Séance du vendredi 23 août 2024**

***M 2877-B : Redynamiser la politique des quatre piliers***

***M 2948 : Agir contre le crack avant que Genève ne craque !***

**Audition de M. Thomas Herquel, directeur de Première Ligne, et de M<sup>me</sup> Jennifer Hasselgard-Rowe, adjointe scientifique de Première Ligne**

M. Herquel rappelle que Première Ligne était déjà venue il y a peu de temps pour discuter avec la commission de cette question. Ces deux motions datent de l'apparition soudaine du crack à Genève entre 2021 et 2023 qui était alors une nouveauté que la ville se prenait de plein fouet, du moins pour une consommation aussi massive, et ce pour l'ensemble des acteurs de terrain et en premier lieu la police et Première Ligne. On a ainsi vu apparaître des consommateurs qui n'existaient pas auparavant et qui consommaient beaucoup dans l'espace public, mais aussi des gens dépérir rapidement dans leur état de santé dans l'espace public. En 2022, l'association a donc concocté dans l'urgence, avec le partenaire cantonal, un premier plan qui visait à permettre aux gens de se reposer, d'être nourris et hydratés et surtout de ressortir des murs de l'association. La grande crainte à l'époque était de vivre des choses comme à Paris avec des lieux abandonnés par les institutions sans que l'on ne sache vraiment qui est là et ce qui se passe. Ce premier plan a donc été mis en

place en janvier 2023. A l'été 2023, malgré cela, la situation s'est encore plus péjorée, avec encore plus de monde et avec une situation en termes de violences entre les usagers et les gens qui gravitent autour qui s'est dégradée. Cela a notamment poussé l'association à fermer pendant un temps le local de consommation dans son ensemble pour prendre un peu de recul et réfléchir, notamment avec le partenaire police, ce qui a mené à la mise en place d'un deuxième plan crack. Ce plan a été voté dans le cadre du dernier budget et il se trouve réparti entre la répression et la réduction des risques, qui sont deux des principaux piliers de la politique fédérale en matière de drogues. Pour le pilier qui concerne Première Ligne, cela passe notamment par l'extension d'un projet lié à l'établissement. Il y a maintenant 24 places de mise à l'abri pour des personnes consommatrices, dont 12 places dans le Quai 9 et 12 places dans des institutions partenaires à qui Première Ligne fournit des heures de travail pour accompagner les personnes mises à l'abri et les équipes qui accueillent. D'autre part, une extension du local du Quai 9 est prévue afin d'avoir la capacité d'accueillir cette consommation. Pour mémoire, lorsque le Quai 9 a rouvert à l'été 2023, il l'a fait en excluant cette consommation, sans forcément exclure les consommateurs, puisque ces derniers consomment également d'autres produits. Il n'en reste pas moins que la consommation de crack ne peut pas exister au côté d'autres. Suite au vote du budget, la quasi-totalité des choses qui ont été vues dans le plan crack sont maintenant effectives, à l'exception de l'extension qui rentre dans le cadre d'une construction de bâtiment, ce qui prend évidemment beaucoup plus de temps. Les autorisations du canton ont été délivrées et, une fois le délai de recours passé, on peut espérer une livraison du bâtiment d'ici début 2025.

Concernant ces deux textes, les deux motions sont en effet diamétralement opposées. Première Ligne est plutôt tenante d'une approche de complémentarité des approches, avec à la fois un volet plus dur et sécuritaire avec la police, mais aussi un volet de soin et de réduction des risques. Sur la redynamisation des quatre piliers, il est vrai que cette explosion de la question du crack se rajoute à une situation de grande précarité des personnes qui a fortement augmenté ces dernières années. L'association le voit dans les projets qu'elle développe en lien avec les personnes qu'elle accompagne, et notamment une forte augmentation de la partie plus sociale. Il faut donc mettre à disposition des places d'hébergement et de l'accompagnement socioéducatif. Cette complémentarité entre les approches est allée de soi en analysant la situation puisque l'on ne peut pas se soigner quand on est à la rue et que l'on ne peut pas diminuer sa consommation quand on doit survivre à la rue. Il faut donc d'abord sécuriser les personnes avant de commencer à envisager d'autres solutions. L'association se réjouit que ce débat ait lieu au niveau cantonal.

D'autre part, cette évolution se traduit aussi dans la nature du contrat de prestations, dont une partie est désormais délivrée par le DCS.

Un député PLR remercie les auditionnés pour tout le travail effectué. Il rappelle que le rapport du Conseil d'Etat sur la M 2877 est arrivé quelque temps après la M 2948. La commission a retenu cette dernière motion parce qu'elle ne voulait pas se déterminer avant d'avoir pu vérifier que tout ce qui était en cours avec le Conseil d'Etat. Il demande donc si, à ce stade, l'association a encore besoin d'une action de la part du législatif sur ce domaine ou si, pour l'heure, toutes les autorités cantonales et communales ont pris conscience du problème et mettent en place ce qu'il faut de manière cohérente.

M. Herquel pense qu'il y a vraiment eu du bon travail relativement rapidement, et ce avec le soutien tant de l'exécutif que du législatif. On se situe maintenant dans cette phase de transition où les choses continuent de se mettre en place, y compris du côté de la police. L'éventail des choses mises en place est en tout cas cohérent avec la politique fédérale et établit un équilibre intéressant entre la santé et le social. L'association aurait donc de la peine à en demander plus, dans le sens où elle n'a pas encore eu le temps de tout mettre en place. Le temps du bilan n'est par ailleurs pas encore arrivé et ne se fera pas avant 2025, date à laquelle une étude est prévue pour donner de premiers résultats. Il y a ensuite bien sûr des choix politiques qui appartiennent au Grand Conseil. En ce qui concerne Première Ligne, il y a un outil qui fonctionne depuis des années, avec des mises à jour qui sont venues s'adapter au contexte actuel et il revient maintenant aux équipes de travailler pour que les choses se mettent en place et continuent à montrer leurs effets. Il n'en reste pas moins que la question de la précarité a des effets qui ne sont pas que liés à la consommation et qui sont multiples. Cela dépasse cependant largement l'action de Première Ligne, notamment sur ce que l'on peut proposer d'autre aux personnes pour redynamiser leur parcours. Cela se fait cependant auprès d'autres partenaires, en cohérence avec ce que demande la M 2877-B.

Un député PLR comprend donc que l'association a perçu un renforcement des actions et des moyens à la fois dans la réduction des risques, mais aussi dans la répression.

M. Herquel confirme cela, même si les choses prennent un peu plus de temps du côté de la police qui doit à chaque fois faire de la formation quand elle crée de nouveaux postes. Il y a également eu une vraie amélioration du travail en commun entre la police et Première Ligne avec plus de séances communes et une meilleure collaboration sur le terrain.

Un député UDC tient à préciser que cette motion ne se veut en aucun cas stigmatisante envers le travail fourni par l'association et qu'elle se base plutôt sur le ressenti des gens qui avoisinent le site. Le député estime que le Quai 9 est mal placé par rapport à la police et il se demande si la présence de toxicomanes est influencée ou non par la proximité avec la gare.

M. Herquel répond qu'il s'agit parfois de quelque chose que l'on a tendance à inverser dans la logique puisque le Quai 9 est présent depuis longtemps et que les gens ont tendance à se dire qu'il y a un lien avec la présence de consommateurs. Or, si les locaux ont été implantés là, c'est précisément parce que c'est là où les consommateurs étaient. Cela se vérifie partout dans le monde où les scènes liées à la consommation de drogues se trouvent dans des lieux de passage, surtout en centre-ville. Ayant longtemps habité dans le quartier, le directeur comprend très bien la pénibilité que cela peut parfois engendrer. L'association travaille en étroite relation avec les habitants et les commerçants. Cependant, on peut voir que, dans les villes qui ont voulu éloigner leur lieu d'accompagnement, on se retrouve avec un lieu en périphérie qui fonctionne à semi-régime et une scène ouverte qui continue d'exister au centre-ville. Cela s'est notamment vérifié à Lausanne et à Zurich. Aller dans cette direction ferait perdre en pertinence l'action de Première Ligne, qui ne serait plus présente au plus près des populations concernées. Il faut rappeler que la présence du Quai 9 permet non seulement de fournir beaucoup de soins, mais aussi de résoudre beaucoup de conflits. Il y a donc un vrai intérêt à se trouver au cœur de la zone de consommation.

Un député MCG était resté un peu sur sa faim avec la réponse du Conseil d'Etat M 2877-B concernant l'identification de nouvelles drogues, à l'instar du fentanyl. Il se demande si l'association a pu en identifier d'autres.

M<sup>me</sup> Hasselgard-Rowe répond que sa mission est justement de porter un regard plus précis sur toutes les différentes substances consommées dans le Quai 9. Il s'agit en fait d'opérer un travail de repérage et de regarder d'éventuels phénomènes de consommation. Il en ressort actuellement que l'on voit de plus en plus de combinaisons de certaines substances. Il faut aussi indiquer qu'à ce stade, il n'y a pas de consommation de fentanyl au Quai 9. Pour Première Ligne, la question de la consommation festive continue d'être un enjeu, avec des interventions menées via le drug checking, toujours dans cette optique de repérage de nouvelles substances. L'association travaille aussi avec Infodrog pour avoir un système d'alerte et collaborer quand il y a de nouveaux phénomènes. Une étude a par exemple récemment été menée sur la kétamine, ce qui a permis de constater que la consommation existait de manière marginale, mais en dehors du Quai 9. Il y a aussi eu récemment une alerte sur la procaine, qui est coupée avec de la cocaïne. Les structures se passent le mot

entre elles et mettent de l'énergie dans l'évaluation de ces substances, ce qui doit continuer.

M. Herquel précise que l'on vit vraiment un changement d'ère, avec une explosion du nombre de nouvelles molécules. Toutes ne rencontrent pas le même succès, mais certaines émergent vraiment et il est très compliqué de prédire quel sera le prochain problème. Par ailleurs, toutes les consommations ne se manifestent pas de la même manière dans toutes les villes. L'association est en tout cas en train de construire avec l'Etat une stratégie pour avoir les moyens d'être plus réactif et d'alerter le canton et les personnes sur le terrain quand quelque chose émerge.

Un député UDC a entendu dire que ces ventes ont souvent lieu dans les ports ou dans les gares. Or, le député a le sentiment que, quand on change le lieu de vente, les usagers aussi se déplacent.

M. Herquel répond qu'il est dans les faits très difficile de déplacer le marché. Première Ligne ne distribue aucune substance mais seulement les moyens de les consommer. Par ailleurs, ce marché est illégal et est tenu par des gens qui sont fluides dans leur implantation et qui vont là où ils peuvent bouger et repartir vite. Cela est évidemment très difficile en rase campagne et le centre-ville facilite aussi le développement d'un tel marché. Le jour où l'on aura traité la vente de drogue de manière différente avec des magasins, on pourra envisager une autre implantation. En attendant, les consommateurs et les vendeurs sont dans l'ultra-centre des villes et, si on déplaçait le Quai 9, on ne déplacerait pas le marché, mais bien l'outil qui permet de réguler et qui permet des consommations faites à moindre risque. De nouveau, l'écart de temps entre l'acquisition et la consommation du produit ne doit pas être trop long. Concrètement, avoir 20 minutes de bus à faire après avoir acheté le produit pour aller le consommer n'est pas réaliste. Peut-être certaines personnes le feront, mais cela ne sera pas suffisant. Par ailleurs, il faut bien comprendre que les personnes qui viennent au Quai 9 ne représentent pas la majorité des personnes consommatrices sur le canton, notamment pour la cocaïne qui est fortement consommée. Donc, déplacer le Quai 9 à l'extérieur ne ferait pas non plus chuter ce marché. L'association a donc quelque part vocation à rester là où se trouve le marché.

Un autre député UDC note que, dans une situation de marché, il y a en effet des acheteurs et des vendeurs. Or, puisque la consommation semble se faire à partir d'un certain âge, il se demande s'il n'y a pas quelque part trop d'argent en circulation chez le consommateur.

M. Herquel répond qu'il s'agit en effet d'un marché illégal et dérégulé, sans aucune possibilité de contrôle sur les vendeurs ou les produits. Il s'agit donc

aussi d'un marché qui s'adapte à l'ultra-précarité, avec un gramme de cocaïne qui se vend à 100 francs, mais qui peut se revendre à 10 francs une fois découpé en 10 et rendu fumable tout en proposant les mêmes effets. Le marché a donc démontré sa capacité à s'adapter aux consommateurs.

Par ailleurs, si beaucoup de consommateurs sont précaires, beaucoup de vendeurs le sont aussi et sont de petites mains qui se font très peu de bénéfices. La transformation est relativement facile à faire et il s'agit aussi quelque part d'un marché de la misère avec des vendeurs et des acheteurs pauvres qui se rencontrent. Il faut aussi rappeler que la cocaïne bon marché n'a jamais été aussi facilement disponible, et cette situation dépasse un peu Genève.

Un député UDC se demande pourquoi l'on ne pourrait pas tenter de trouver un bâtiment avec une terrasse sur le toit, par exemple, afin d'éviter que la consommation ait lieu devant la gare.

M. Herquel rappelle que cette situation n'est évidemment agréable pour personne, que ce soit pour le voisinage ou pour les collaborateurs. Les consommateurs la subissent aussi, en prenant par exemple le risque d'être reconnus. Lors de son ouverture, il y avait moins de stagnation autour du lieu, ce qui facilitait les rapports avec le voisinage. La stagnation pose maintenant plus de problèmes, mais c'est ce qui avait été décidé par la police pour garder les gens au même endroit et éviter qu'ils se disséminent dans la ville. Avec l'idée de l'agrandissement, et donc d'accueillir plus de monde, le Quai 9 réfléchit aussi à un aménagement de la cour avec une petite palissade pour permettre une forme d'intimité. Cette question fait en tout cas partie des préoccupations en cours. Par ailleurs, même si cela n'existe pas à Genève, d'autres endroits en Suisse tolèrent des zones de microdeal où les gens peuvent vendre et acheter de petites doses, à proximité des salles de consommation. Ces échanges de quelques dizaines de francs permettent aussi de mettre à l'abri les consommateurs et pourraient être l'une des choses auxquelles le canton pourrait réfléchir, ne serait-ce que pour offrir plus d'intimité et sécuriser les personnes dans les transactions.

## **Séance du vendredi 18 octobre 2024**

***M 2877-B : Redynamiser la politique des quatre piliers***

***M 2948 : Agir contre le crack avant que Genève ne craque !***

**Audition de M<sup>me</sup> Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat – DIN, et de M. Sébastien Grosdemange, secrétaire adjoint – DIN**

Le président rappelle que la M 2877-B a été renvoyée en commission, car le Conseil d'Etat n'avait pas abordé toutes les considérations de la motion dans son rapport, notamment le pilotage de la politique des quatre piliers ainsi que



l'ajout du 5<sup>e</sup> pilier voulu par la commission, qui couvrait le volet social de la question des addictions. La M 2877-B a été liée à la M 2948, c'est pour cette raison que celles-ci sont traitées en même temps. Il rappelle que le DSM et Première Ligne ont déjà été auditionnés, et qu'il s'agit aujourd'hui de la dernière audition.

M<sup>me</sup> Kast indique que ce dossier est très compliqué pour le Conseil d'Etat : en effet, il s'agit du 5<sup>e</sup> objet traitant à peu près dans la même problématique. Elle est d'avis qu'il ne faut pas que quatre ou cinq commissions différentes traitent du dossier du crack, en n'ayant à chaque fois qu'un regard partiel sur la problématique. Elle souligne que le sujet du crack est transversal, et comporte plusieurs volets : sanitaire, sécuritaire, social et éducatif. Le constat de l'administration est qu'à chaque fois que le parlement se saisit du dossier, la commission concernée met en lumière un seul volet. Elle relève que cela n'est pas satisfaisant et ne permet pas au Grand Conseil d'appréhender la vision globale de l'Etat sur ce sujet.

M<sup>me</sup> Kast rappelle que deux pétitions ont récemment été traitées par le Grand Conseil et par la commission des pétitions. La commission judiciaire a quant à elle reçu la résolution R 1046 de M<sup>me</sup> Buffet-Desfayes qui traite de la question du plan crack et de la façon dont il s'articule. Elle mentionne aussi l'existence de questions écrites portant sur le sujet du crack et de textes qui avaient été traités en amont par le Grand Conseil, qui les avait refusés.

M<sup>me</sup> Kast peut rediscuter du rapport du Conseil d'Etat concernant la M 2877-A, mais elle pense qu'en l'absence de vision globale, la commission ne sera pas satisfaite de ses explications. Elle propose la création d'une commission *ad hoc* qui s'occupera de la question du crack, afin que tous les objets traitant de cette problématique le soient par une commission qui aura une vision transverse. Elle précise avoir fait la même proposition à la commission judiciaire et de la police.

M<sup>me</sup> Kast mentionne le rapport du Conseil d'Etat que le Grand Conseil a renvoyé en commission, et indique qu'elle le trouve très bien fait. Elle n'a rien à ajouter sur la question de l'implication du travail en transversalité de la politique des quatre piliers. Chaque département avait contribué à ce rapport, bien qu'il soit porté par le DSM. Elle peut également donner des chiffres actualisés sur la question sécuritaire, mais ne sait pas si cela satisfera la commission.

M<sup>me</sup> Kast entend que la réponse pourrait être trop scolaire et manquer de concret. Il est très difficile pour le Conseil d'Etat de comprendre ce qu'il manque dans ces réponses. A son avis, la grande absente de ce rapport est la

vision transversale. Elle répète sa proposition de la création d'une commission *ad hoc*.

M<sup>me</sup> Kast rappelle que le plan crack a été voté au budget 2024, et a été mis en œuvre par quatre départements. Son département a déployé 12 policiers et 6 gendarmes en uniforme qui ont pour objectif de sécuriser l'espace public. Leur mission n'est pas forcément de réprimer la consommation, mais de rassurer la population et de s'assurer que les personnes toxicodépendantes ne créent pas de troubles dans l'espace public en s'en tenant aux espaces qui leur sont dédiés. Elle ajoute que des ETP ont été votés pour le volet judiciaire. Elle explique que, dans le domaine de la police, lorsqu'un ETP est voté, les effectifs demandés arrivent deux ans après, car il est d'abord nécessaire de les former. Elle rassure la commission quant au fait que son département alloue tout de même des forces à la lutte contre le crack en attendant l'arrivée de ces 12 policiers. Sur les 33 000 heures dédiées à la lutte contre le trafic de toutes les drogues confondues, la police judiciaire consacre 23 000 heures à la lutte contre le crack. Elle souligne qu'il s'agit d'une réadaptation de force, ce qui signifie que le pied a dû être levé sur d'autres trafics. Le même mouvement sera effectué concernant la sécurité dans la rue : plus d'heures seront allouées dans les quartiers Quai 9/Grottes/Pâquis, où se concentre principalement la consommation de crack. Le dispositif a donc été légèrement allégé dans les autres quartiers. Cela a donné des résultats satisfaisants au niveau du trafic.

M<sup>me</sup> Kast souligne que la problématique du crack au niveau de la lutte contre son trafic est qu'une dose pèse entre 0,1 et 0,2 gramme. Ce sont des doses minuscules appelées des cailloux qui sont extrêmement difficiles à confisquer et à réprimer au moment de la transaction. Cette dernière est également très peu chère et se fait à environ 5 francs la dose. Le paiement peut consister en un troc, de la nourriture, des prestations sexuelles, etc. Elle explique qu'il est très difficile d'interpeler les dealers ainsi que les consommateurs : ils débarrassent facilement du crack ou le dissimulent, et n'ont généralement pas de somme d'argent significative sur eux. Les forces de l'ordre savent qu'elles ont assisté à une transaction de crack, la personne dépendante au crack étant facilement reconnaissable, mais ne peuvent rien faire en termes de procédure judiciaire.

M<sup>me</sup> Kast ajoute que, dans la lutte contre le trafic de crack, il est difficile de remonter le réseau depuis le consommateur. En effet, ce dernier est tellement dépendant et anéanti par cette dépendance qu'il n'y a pas de possibilité de passer des accords avec lui pour remonter des filières. Elle ajoute que le consommateur est également extrêmement violent envers lui-même, ses comparses et la police. Les seuls moyens efficaces sont donc l'observation, la filature et la collaboration internationale concernant le réseau de cocaïne,

notamment en identifiant la part de cette drogue qui sera transformée en crack, l'endroit où elle sera transformée et comment elle sera acheminée jusqu'au marché genevois. Lorsque la cocaïne est transformée à Genève, il est nécessaire d'identifier les lieux où cela se fait. Elle informe qu'il y a eu de belles prises cette année. Elle précise que 400 grammes de crack ont été saisis, ce qui ne pèse pas lourd, mais représente un grand nombre de doses. Cela montre la difficulté que représente cette drogue pour les forces de police et d'enquête.

M<sup>me</sup> Kast souligne qu'il y a des résultats qui sont selon elle très bons, mais ce n'est pas cela qui démantèlera le marché et qui résoudra les problèmes de dépendance. Pour ce dernier point, des volets sanitaire et social ont été mis en place. S'agissant d'une problématique transverse qui est pilotée par 3 ou 4 magistrats, elle suggère que la commission auditionne ses collègues afin d'obtenir des informations plus précises sur le plan d'action. Elle sait ce qui lui est relaté au COPIL, mais elle ne peut être qu'approximative.

M<sup>me</sup> Kast informe que le Quai 9 fait partie du COPIL, et atteste que le phénomène est aujourd'hui stabilisé à Genève, ce qui n'est pas le cas dans d'autres villes de Suisse romande où le phénomène du crack est encore en progression. Elle précise que « stabilisé » ne veut pas dire sans problèmes : il reste des consommateurs, mais le chiffre reste stable. Elle souligne que cela ne veut pas non plus dire que ces consommateurs parviennent à sortir de leur dépendance, qui est extrêmement forte et compliquée.

M<sup>me</sup> Kast reste à disposition de la commission pour toute question, mais, s'agissant du volet sécuritaire, elle arrive au bout de ce qu'elle peut leur dire sans entrer dans le détail d'enquêtes en cours sur lesquelles elle ne peut pas s'exprimer. Elle répète que son département est encore dans l'attente des renforts.

Le président précise qu'il a été interpellé par l'auteure de la R 1046, qui souhaite que les deux textes soient renvoyés par la commission de la santé à la commission judiciaire, saisie de la R 1046. Il apprend par les dires de M<sup>me</sup> Kast que la création d'une commission *ad hoc* serait plus pratique au niveau de la transversalité. Il soumettra ces propositions à la commission.

M<sup>me</sup> Kast dit avoir fait cette proposition à la commission judiciaire, qui lui a répondu qu'elle allait prendre le temps de la réflexion.

Un député PLR confirme les propos de M<sup>me</sup> Kast : la commission judiciaire et de la police a décidé de ne pas prendre de décision afin de réfléchir à toutes les possibilités, à savoir la création d'une commission *ad hoc* – qui doit être approuvée par les différents groupes –, ou la possibilité de regrouper tous les objets dans l'une ou l'autre des commissions. Sa collègue PLR a effectivement

une préférence pour la commission judiciaire et de la police, car il existe un volet sécuritaire important, mais aussi parce que la personne chargée de ce dossier est M<sup>me</sup> Kast. Si les chefs de groupe se mettent d'accord sur une autre solution, il y est ouvert. Ce qui lui paraît certain c'est qu'il faut traiter de cette question de manière transversale.

Un député S indique que son groupe craint que le regroupement des objets dans la commission judiciaire et de la police mène à une dérive vers la prise en compte d'un seul des 4 piliers. Il pense qu'un tel phénomène serait évident, car il s'agirait de la réponse la plus simple, mais pas la meilleure à long terme. La proposition d'une commission *ad hoc* lui paraît plus pertinente, même si son groupe garde ces mêmes craintes potentielles. Il demande si M<sup>me</sup> Kast serait la seule interlocutrice de la commission *ad hoc*, ou si cette question resterait transversale au niveau du Conseil d'Etat. Il relève ensuite qu'il y a une volonté absolue de transversaliser tous les sujets, alors qu'il peut y avoir des objets ayant trait à la santé, à la sécurité, etc. Il souhaite savoir si M<sup>me</sup> Kast ne voit pas un risque que cette commission *ad hoc* dérive vers une pénalisation et la répression.

M<sup>me</sup> Kast se demande depuis quand le Grand Conseil se préoccupe de l'avis du Conseil d'Etat pour envoyer un objet dans une commission. Le Grand Conseil est toujours aiguillé vers le magistrat à qui il est opportun de s'adresser, mais il n'en fait souvent qu'à sa tête. Concernant la commission *ad hoc*, le fonctionnement serait le même que pour toutes les autres : des objets lui seront envoyés et le Conseil d'Etat décidera qui sera la bonne personne pour répondre aux questions des députés sur tel ou tel sujet.

M<sup>me</sup> Kast considère qu'une commission *ad hoc* serait un progrès. Cela signifierait que le Grand Conseil prend en compte le fait que la question est transversale et que, en fonction de l'angle d'attaque, un magistrat ou un autre pourra venir répondre aux questions. Elle rappelle que le plan crack n'est pas sous la gestion du DIN, mais du DSM. Le DIN, le DCS et le DIP sont uniquement en appui.

Le même député S comprend que la magistrate a une certaine lassitude à être auditionnée par différentes commissions.

M<sup>me</sup> Kast répond qu'il ne s'agit pas de lassitude, mais elle voit simplement que les députés ne sont pas satisfaits des réponses données. Elle se rend compte que, lorsqu'un objet est traité sur le volet sécuritaire, des voix s'élèvent pour dire que les volets social et sanitaire ne sont pas abordés et vice-versa. Elle trouve que, tant que l'objet sera traité par une commission ou une autre, il manquera toujours des informations. La création d'une commission *ad hoc* permettra d'avoir une vision d'ensemble sur la question.

Un député PLR remercie le Conseil d'Etat de la manière dont cette question de la résurgence de nouvelles drogues a été traitée. Le Conseil d'Etat avait déjà entrepris ces travaux avant que la M 2877 ait été déposée en octobre 2022. Les députés et les conseillers d'Etat avaient bien saisi la réalité depuis quelques années déjà. Il livre ensuite sa position personnelle : il pense que trop d'agitation fait perdre son sens au mouvement, et que beaucoup trop de textes ont été déposés. Les députés sont souvent sollicités pour des questions sociales, sécuritaires, sanitaires, etc. La réponse à de telles sollicitations peut être de déposer un texte pour montrer que tel ou tel groupe s'occupe de la question. Il ne soutiendra plus une telle démarche. Il souligne que le travail de fond est en train d'être effectué. Il rejoint l'inquiétude du député S : la M 2877 a été traitée par la commission de la santé, dont les travaux ne négligeaient pas du tout le volet sécuritaire. Les députés avaient même ajouté dans le rapport final un cinquième pilier lié au phénomène du crack, qui est un volet social. Ce pilier est une préoccupation particulière pour les déstructurations sociales des consommateurs de crack. Il lui semble que le travail avait correctement été effectué par la commission, et que le rapport du Conseil d'Etat est satisfaisant.

Un autre député PLR déclare ensuite que la proposition d'une commission *ad hoc* lui convient dans l'idée, et permettrait de garder le principe des quatre piliers qui est très important pour lui. Les commissions ont tendance à traiter d'un sujet uniquement sous l'angle qui les concerne : il souligne que cela ne fera pas avancer les choses. Il indique ensuite ne pas être favorable à la proposition de réunir tous les objets au sein de la commission judiciaire et de la police, et trouve que la commission de la santé serait la plus adéquate si une commission *ad hoc* n'est pas créée. Il rappelle que la commission de la santé ne traite pas que des prestations médicales, mais aussi des aspects sociaux ainsi que sécuritaires. Il déclare, pour conclure, qu'il faut limiter les textes d'une manière ou d'une autre, garder le principe des quatre piliers et éviter le morcellement.

Un député MCG relève que deux objets ont été liés par une autre commission, et qu'il existe un rapport du Conseil d'Etat qui porte principalement sur des questions sanitaires, et subsidiairement sur des questions de sécurité. L'autre motion est quant à elle centrée sur l'aspect sécurité et met en avant la tolérance zéro. Il demande si les stratégies de tolérance zéro sont possibles, souhaitables et réalisables.

M<sup>me</sup> Kast rappelle que les actions de la police et de l'Etat sont sous l'égide de la légalité. Ce n'est pas la police qui fixe les peines, mais la justice. Aujourd'hui, le crack, comme toute autre drogue dure, est soumis à une échelle de peines entre le cas bénin, qui est la consommation propre, et le trafic, où il est nécessaire de détenir une certaine quantité de drogue. Elle informe qu'il est

impossible aujourd'hui de confisquer de telles quantités de drogue, même sur de vrais trafiquants, car le crack a la particularité d'être vendu en mini-dose. Tant que la jurisprudence fédérale n'aura pas défini une échelle propre au crack, ce dernier sera soumis à l'échelle en termes de grammes de la cocaïne, qui considère qu'il s'agit d'un cas bénin jusqu'à 6 grammes. Selon la jurisprudence, il est acceptable qu'un consommateur transporte une ou deux doses sur lui. Elle rappelle qu'une ou deux doses de crack pèsent environ 0,5 gramme, alors qu'une ou deux doses de cocaïne pèsent environ 10 grammes. Elle souligne qu'il ne faut pas s'adresser au Conseil d'Etat ou à la police concernant la tolérance zéro, mais plutôt au juge de fond.

M<sup>me</sup> Kast relève ensuite que cette motion demande de déplacer les centres d'injection loin des zones d'habitation. Elle rappelle que le crack se fume et ne s'injecte pas. Elle demande si la commission pense que cela fonctionnerait de déplacer le Quai 9 dans la zone de Zimeysa à Satigny.

Le président répond négativement.

M<sup>me</sup> Kast ajoute que les toxicodépendants ne s'y rendraient plus et passeraient leur temps sur les places publiques du centre-ville : le problème ne serait alors pas résolu en termes de sécurité publique. Elle lit finalement la dernière invite. Elle n'est pas sûre de comprendre sa visée, mais informe que, pour avoir un discours de prévention efficace vis-à-vis des drogues dures, il faut être capable d'attirer l'attention des consommateurs sur la distinction entre la drogue douce et dure. Cette première peut avoir un effet addictif psychologique après une consommation sur une certaine durée, alors que la deuxième peut avoir des effets après une prise uniquement. Elle n'est pas pour une prohibition complète : elle prend l'exemple de la France, où les résultats sont catastrophiques. Tous les pays ayant eu un discours de prévention différencié avec un accompagnement et peu d'aspects répressifs ont obtenu de meilleurs résultats sur les 30 dernières années. Elle en conclut donc que le Conseil d'Etat considère que la tolérance zéro répressive est de la compétence de la justice. Pour ce qui est des autres volets, les propositions de la motion vont à l'envers du bon sens.

Un député Ve indique que son groupe est favorable à la création d'une commission *ad hoc* et, si cela n'est pas fait, il souhaiterait que la commission de la santé continue à traiter de la question. Il rejoint personnellement l'avis de son collègue PLR : il est nécessaire de laisser du temps pour observer les effets des mesures qui ont été mises en place plutôt que d'ajouter un outil législatif qui alourdira le processus. Il relève ensuite avoir entendu plusieurs fois l'utilisation du mot « crackeur » par la conseillère d'Etat pour parler des personnes addictes au crack. Il rappelle qu'il s'agit d'un terme péjoratif. Appliquer une politique globale basée sur le principe des quatre piliers passe

aussi par le langage. Il demande que ce terme ne soit si possible plus utilisé dans le futur.

M<sup>me</sup> Kast entend sa remarque, mais précise que, pour elle, ce terme définit uniquement une personne dépendante au crack. Elle demande en quoi un tel mot est péjoratif, et relève qu'il s'agit d'un terme factuel.

Le même député Ve indique que l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives mentionne que le mot « crackeur » est utilisé de manière péjorative. Il pense qu'il s'agit d'un langage qui peut être évité.

M<sup>me</sup> Kast informe que, dans le cadre de la justice et de la police, le mot « crackeur » est utilisé pour simplement parler d'une personne dépendante au crack. Le terme exact pourrait être cocaïnomane, mais le crack étant un dérivé particulier de la cocaïne, le langage courant utilise le mot « crackeur » sans connotation péjorative. Elle entend cependant sa remarque et ira lire les textes publiés par l'Observatoire.

Un député PLR rappelle que les députés sont libres de penser ce qu'ils veulent de la politique des quatre piliers, mais souligne qu'elle est inscrite noir sur blanc dans la loi fédérale sur les stupéfiants psychotropes. De longs débats peuvent être menés autour de cette politique, qui est une référence à l'échelle mondiale et a de son point de vue fait ses preuves. Concernant l'aspect sécuritaire, l'emplacement de la loi fédérale sur les stupéfiants dans le recueil systématique n'est pas dans le chapitre consacré à la sécurité et à la justice, mais dans le chapitre de la santé, travail et sécurité sociale. Il relève que son collègue PLR a peut-être raison, et que ce sujet devrait être traité par la commission de la santé, mais que la commission judiciaire et de police reste tout de même une possibilité. Il mentionne ensuite la directive du procureur général – la B.4, qui mentionne dans le détail les différentes drogues dures, mais où il n'est pas question du crack. Il trouverait intéressant, pour la suite des travaux, d'entendre le Ministère public à propos de cette directive en particulier. Il n'est pas convaincu que cette directive tienne compte de l'évolution du crack à Genève. Il ajoute que dans le texte même de la loi fédérale sur les stupéfiants, il y a de nouveau des mentions de certaines drogues, mais pas du crack. Il pense que quelque chose peut également être fait à Berne, et que Genève pourrait tirer la sonnette d'alarme auprès de la Confédération sur ces enjeux qui frappent de plein fouet le canton de Genève, mais certainement également les autres cantons urbains. Pour le reste, il n'a rien à redire sur le plan crack qui a été mis en place, et il pense qu'il est important de le laisser déployer ses effets pendant un certain temps, afin de pouvoir le moment venu en tirer un bilan. Il demande à M<sup>me</sup> Kast si ce dernier est prévu.

M<sup>me</sup> Kast croit que les doses mentionnées par la directive B.4 sont tirées de la jurisprudence. M. Grosdemange lui a mentionné que les cas aggravants sont considérés par la jurisprudence comme étant un nombre de doses à partir desquelles on peut imaginer un risque de dépendance pour un nombre important de personnes, soit 20. Elle énumère qu'il s'agit de 12 grammes pour l'héroïne, 18 grammes pour la cocaïne, 36 grammes pour l'amphétamine, 200 trips de LSD et 4 kg de cannabis. Il lui semble que la directive se base sur ces logiques.

M<sup>me</sup> Kast pense que des bilans intermédiaires seront effectués concernant le plan crack, ne serait-ce que pour faire une évaluation. Il faut tout de même se rendre compte qu'une durée de 3 ans est très courte en termes d'actions publiques : une année est presque passée, et les infrastructures du Quai 9 ne sont pas encore construites telles qu'elles étaient prévues. Elle imagine que la salle de fumée et d'injection sera prête pour le début de l'année prochaine. Le dispositif n'est pas encore non plus totalement déployé au niveau de la police. Au niveau social, il lui semble que des lits supplémentaires ont été implémentés à l'abri « Le Passage ». Elle imagine qu'un bilan pourra être fait en septembre 2025.

Un député MCG croit que l'augmentation de la consommation de crack est due à l'arrivée de trafiquants.

M<sup>me</sup> Kast confirme. Elle explique que l'hyperdisponibilité du produit, l'arrivée de nouveaux acteurs ainsi que la chute du prix de la cocaïne ont participé à l'augmentation de ce phénomène en 2021-2022. Le crack existe à Genève depuis des décennies, mais a connu un boom dans ces années-là dû à ces facteurs. Elle ajoute que le crack est aujourd'hui vendu sous forme de cailloux, qui peuvent être directement fumés, ce qui n'était pas le cas dans le passé où le consommateur devait préparer sa consommation. Cette dernière se faisait donc moins dans les lieux publics, ou permettait aux travailleurs sociaux d'intervenir pendant la préparation de la drogue. Les consommateurs de crack fument désormais leur dose dans la rue et se rendent au Quai 9 lorsqu'ils sont en manque. Leur comportement est beaucoup plus dur à gérer, les consommateurs étant dans des états psychologiques très altérés. Elle en conclut qu'une communauté criminelle a vu l'opportunité de préparer le crack en amont et de le rendre prêt à fumer, et a ainsi réussi à éjecter du marché d'autres communautés criminelles. Ces trois facteurs influent les uns sur les autres.

Le président remercie les auditionnés et en prend congé.

Le président résume les différentes possibilités. La première est de procéder au vote de ces deux motions. La deuxième serait de les geler en attendant qu'une décision soit prise par les chefs de groupe et le Bureau. La troisième serait le renvoi de tous les textes vers la commission judiciaire et de



la police. La dernière proposition est la création d'une commission *ad hoc*. Il ajoute que le Ministère public pourra être auditionné une fois qu'il aura été décidé quelle commission traitera du sujet.

Un député MCG pense qu'il faut réfléchir en termes d'efficacité et d'économie de moyens. Le fait de réunir tous ces textes en les liant tous dans une commission ou en créant une commission *ad hoc* serait une possibilité. Il souhaite en attendant que ces deux textes soient gelés et liés aux autres.

Un député PLR propose quant à lui que ce soit la commission de la santé qui traite de la question du crack. Il souhaiterait donc faire une contre-proposition, qui serait que tous les sujets en lien avec les substances relatives à la consommation, pas seulement en lien avec le produit, soient traités par la commission de la santé plutôt que par la commission judiciaire. Il indique ensuite être contre la création d'une commission *ad hoc*. Il explique y voir deux risques : le premier serait que celle-ci soit constituée de députés n'étant pas familiers avec la question, et le deuxième serait que les travaux de cette commission soient alimentés, et que de nouveaux objets y soient déposés frénétiquement. Il propose de regrouper ces objets et que ce soit la commission de la santé qui s'en charge.

Un député LJS rejoint ses deux préopinants : il existe beaucoup d'objets sur cette thématique. Il pense qu'il serait intelligent de les geler afin de réfléchir concrètement sur ce sujet. Concernant la commission *ad hoc*, il n'est pas sûr que ce soit une bonne chose. Il pense que la commission de la santé devrait reprendre cette thématique.

Un député S souhaite également que les objets soient gelés. Il ne trouve pas adéquat de procéder à un vote aujourd'hui. Il espère que le Bureau et les chefs de groupe se décideront rapidement : il s'agit d'une problématique actuelle qui doit être réglée et accompagnée à Genève. Un gel trop long serait inaudible et inacceptable : il est d'avis que celui-ci doit être provisoire et durer jusqu'à la rentrée des vacances scolaires du mois d'octobre. Il abonde dans le sens de son collègue PLR et trouve que la commission de la santé est pertinente pour traiter de cette thématique. Il ne pense pas qu'il serait opportun de créer une commission *ad hoc* : il existe déjà beaucoup de commissions, et en créer de nouvelles augmenterait le risque de s'éparpiller. Il répète que la commission de la santé semble être le meilleur endroit pour traiter de cela. Il reconnaît que certains angles pourraient être mieux traités par la commission judiciaire et de la police, mais que cela pourra être changé lorsque le moment sera venu.

Le président soumet au vote la proposition de lier les deux motions ainsi que de les geler :

Oui :                   unanimité (3 S, 2 Ve, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG, 1 LJS, 1 LC)

Non :                   —

Abstentions :   —

***La proposition de lier les deux motions ainsi que de les geler est acceptée à l'unanimité.***

Le président procède au vote du choix de la commission de la santé pour traiter de la problématique du crack :

Oui :                   9 (3 S, 1 LJS, 3 PLR, 1 UDC, 1 LC)

Non :                   2 (2 MCG)

Abstentions :   2 (2 Ve)

***La proposition de la commission de la santé pour traiter de la problématique du crack est acceptée.***

Le président met aux voix la création d'une commission *ad hoc* – comme préavis :

Oui :                   4 (2 Ve, 2 MCG)

Non :                   9 (3 S, 1 LJS, 3 PLR, 1 UDC, 1 LC)

Abstentions :   —

***La création d'une commission ad hoc est refusée.***

**Séance du vendredi 22 août 2025**

***M 2948 : Agir contre le crack avant que Genève ne craque !***

***M 2877-B : Redynamiser la politique des quatre piliers***

***R 1046 : Stop au deal et à la consommation de crack dans nos rues***

**Audition de M. Alessandro Cassini, médecin cantonal, et de M<sup>mes</sup> Marie Léocadie, cheffe du secteur prévention et promotion de la santé, et Samia Brunner, conseillère scientifique au secteur prévention et promotion de la santé**

M<sup>me</sup> Leocadie introduit que l'arrivée du crack à Genève a d'abord été signalée par les experts de terrain, avec une hausse importante, des passages conséquents au Quai 9 et des consommations inhabituelles, marquées par une frénésie. L'Etat a été alerté. Son secteur a mandaté un prestataire pour réaliser des études, car la situation était inédite. Elle montre les graphiques (p. 4) qui indiquent que la consommation de crack a beaucoup augmenté et a continué de progresser en 2022. Cette étude avait pour objectif de dresser un état des

lieux, mais aussi de caractériser cette consommation et les consommateurs, dont les comportements étaient différents. L'association Première Ligne, qui gère le Quai 9, s'est vite retrouvée débordée, et les collaborateurs étaient en difficulté.

Cette étude a permis d'évaluer les besoins. Ils se sont rendu compte qu'il s'agissait d'un type de situation et de consommation dont ils n'avaient pas l'habitude, de même que pour le comportement des usagers. Il fallait identifier le périmètre des actions à mener et, pour cela, évaluer les besoins, ce qui a permis de guider les différentes actions à mettre en place. Grâce à cette étude, ils ont pu identifier les problèmes socio-sanitaires prioritaires à prendre en considération rapidement. Il est rapidement apparu que les consommateurs ne s'occupaient plus de leurs besoins fondamentaux et que leur état physique se dégradait : malnutrition, déshydratation, problèmes bucco-dentaires et manque de sommeil. Cela a entraîné une violence et une marginalisation progressive. Il y avait aussi une grande exposition et une vulnérabilité à la violence, accompagnées de troubles psychiques ou psychiatriques pour certains. De plus, le sentiment d'insécurité dans la population a augmenté.

Dès 2023, ils ont réfléchi de manière interdépartementale et intersectorielle à un plan d'action, qui a été conçu et mis en place entre 2023 et 2026, en collaboration avec d'autres acteurs des politiques publiques. Elle énumère les mesures présentées dans ce tableau (p. 8) :

- offrir du répit – structure sleep-in ;
- permettre une mise à l'abri – hébergement d'urgence ;
- favoriser l'accès au logement – dispositif « logement d'abord » ;
- favoriser l'« aller vers » avec un accompagnement des consommateurs au sein de la communauté – maraude ;
- assurer la sécurité de tous les acteurs et habitats concernés ;
- offrir une activité occupationnelle – activité au sein du Quai 9 ;
- continuer à garantir les mesures minimales permettant de répondre aux besoins fondamentaux – alimentation, hydratation, hygiène ;
- renforcer la collaboration pluridisciplinaire médico-psycho-sociale ;
- augmenter les ressources humaines et matérielles des dispositifs de soutien ;
- évaluer l'efficacité des dispositifs.

M<sup>me</sup> Brunner passe au premier point de situation, concernant la salle de consommation (p. 10), située au Quai 9. A partir de juin 2023, Première Ligne a fermé la consommation de crack en journée. Les consommateurs pouvaient

uniquement venir consommer lors du sleep-in, ce qui représentait un dispositif très limité et un accompagnement réel par les collaborateurs de Première Ligne. Le retard pris dans la mise en place de l'extension ne permettait pas un local provisoire ; il a fallu construire en dur et revoir les plans d'architecture pour gérer les flux des différents consommateurs. Première Ligne a donc ouvert dès décembre 2024 un bâtiment temporaire extérieur pour réintroduire les usagers à l'habitude de consommer dans un local accompagné. Ce bâtiment a servi de tampon jusqu'à l'extension en juillet. Le 1<sup>er</sup> juillet 2025, quatre boxes individuels ont été ouverts pour la consommation, ainsi qu'une salle pour consommer en groupe selon les préférences. Les consommateurs de crack ont un accès direct depuis l'extérieur, afin de séparer les deux flux.

En termes de nombre de consommateurs, il est difficile de répondre. L'étude d'Addiction Suisse a montré que, parmi les personnes consommant des substances, certaines consomment peu de crack – une fois par mois ou par semaine. Mais d'autres ont une consommation frénétique et mobilisent toutes les ressources. Actuellement, dans la file active de la salle de consommation du Quai 9 (p. 11), il y a 544 personnes, avec une grande prédominance masculine et 20% de femmes. En juillet 2025, un suivi plus précis depuis l'extension montre que 305 personnes sont venues utiliser la salle, dont 15% de femmes. Certains crackeurs avaient cessé leur consommation, et 19 nouvelles inscriptions ont été enregistrées parmi des personnes inconnues de l'association.

Concernant les modes de consommation (p. 12), la salle a déjà dépassé 43 000 passages depuis juillet, uniquement pour le crack. Les statistiques des années précédentes laissent prévoir des chiffres encore plus élevés. La majorité des usagers consomment par inhalation (81,5%) et 13,5% par injection. Il est intéressant d'analyser les données longitudinalement pour éviter les biais liés à la fermeture temporaire et à la perte de certains usagers. De nombreux consommateurs d'autres substances que le crack ont choisi d'autres lieux, car cette salle est perçue comme hyperviolente. La consommation par inhalation a fortement augmenté via le crack prêt à consommer. Le programme d'échange de seringues et le travail de santé publique en réduction des risques et en sensibilisation aux maladies transmissibles fonctionnent bien et influencent les pratiques. Il existe aussi un impact du regard sociétal sur l'injection versus l'inhalation, et une bascule vers l'inhalation due à la baisse de disponibilité de l'héroïne.

En ce qui concerne le type de consommation (p. 13), la cocaïne est le produit majoritairement consommé à Première Ligne, dont 89% de crack. L'héroïne reste présente à 21%, mais est aujourd'hui majoritairement inhalée. Les autres produits suivis, comme le Dormicum, sont toujours présents. Une

attention particulière est portée aux nouveaux produits, par exemple le Sevrelong, un opiacé puissant. Sur le graphique des usagers, le faible pourcentage de femmes (15%) se concentre majoritairement sur la consommation de crack (71%). Première Ligne, lieu de haute consommation, cherche à mettre en place des mesures pour les femmes très vulnérables.

Elle mentionne le sleep-in (p. 15), dispositif mis en place avec le plan crack, ouvert 7 jours sur 7, de 20 h à 7 h, dans la salle d'accueil du Quai 9. Depuis l'extension, une partie est réservée aux femmes, qui ont le droit de consommer dans la salle durant ce temps. Les collaborateurs imposent des règles strictes pour limiter les psychostimulants après minuit, afin que le dispositif ancre la nécessité de se reposer ou dormir, ce qui réduit l'irritabilité et la violence. En général, 38 personnes utilisent le sleep-in, avec une prédominance masculine. Le taux d'occupation est jugé très bon, avec des variations liées à la météo. Depuis juillet, le taux est de 86%, grâce à l'amélioration des locaux et à la climatisation. La moitié des passages concerne le crack. Première Ligne maintient la préparation du crack par les usagers pour ralentir la consommation frénétique et apaiser les consommateurs. Préparer son crack prend 20-30 minutes et cela permet aux consommateurs d'avoir confiance dans le produit consommé. Même si seuls 80 usagers suivent cette méthode, c'est déjà un progrès. Le sleep-in offre également accès aux soins, aux douches et à la buanderie. Les refus pour manque de place sont comptabilisés depuis juillet. Les statistiques de l'année précédente étaient biaisées par les échafaudages, et le calcul a été recommencé.

Elle poursuit en disant que les maraudes consistent à aller dans la rue vers les consommateurs. Elles sont déployées par Première Ligne et le projet RUE. Première Ligne travaille à aller vers les usagers pour leur fournir du matériel de consommation, que ce soit dans les hébergements d'urgence ou au Quai 9. Depuis, il y a un travail conjoint et pluridisciplinaire entre les différents partenaires de maraude. Première Ligne organise aussi des ateliers de ramassage de seringues dans les quartiers avoisinants avec les consommateurs, activité rémunérée pour les motiver.

Le projet RUE déploie du personnel médical et social : il s'agit donc de maraude sanitaire. Ils assurent une permanence 5 jours sur 7, selon les horaires du CAAP Arve. Ils interviennent dans des rues bien ciblées, où ils savent que les consommateurs se trouvent – ils disposent d'un dispositif de cartographie. Ils sont près d'Aspasie, travaillent avec la police municipale, interviennent sur dénonciation et orientent toujours les personnes vers les soins, assurent des soins en rue, évaluent les individus et les prennent en charge. Depuis l'arrivée du crack, certains consommateurs ont quitté la prise en charge et ne reviennent

plus vers le médical. Il faut donc reprendre ces liens et identifier ce qui peut leur être proposé.

Pour les maraudes du projet RUE (p. 18), leurs interventions ont déjà dépassé le nombre de l'année passée. Ils ont pris en charge 149 personnes au CAAP Arve et continuent le suivi en rue jusqu'à pouvoir accompagner individuellement chaque personne. Le taux de rétention est plutôt bon pour une population qui ne respecte pas forcément ses rendez-vous. Ici, la rétention est mesurée dès cinq rendez-vous aux HUG, ce qui est satisfaisant. Les derniers chiffres présentés en page 18 concernent l'année précédente, car ils sont bilantés annuellement. Ils évaluent aussi l'impact du crack sur les usagers et le soutien psychiatrique nécessaire. Elle relève que 86% des personnes entrées au CAAP Arve présentent des comorbidités psychiatriques, et que 46% nécessitent des rendez-vous avec l'interniste pour d'autres raisons (plaies, bilan IST, lombalgies, céphalées). Elle souligne que 57% ont diminué ou arrêté leur consommation de crack grâce au suivi de l'équipe RUE.

Le secteur prévention et promotion de la santé a souhaité évaluer l'existence des maraudes sur le canton (p. 19). Le CAAP Arve et le projet RUE ne peuvent pas aller seuls vers toutes les personnes sur l'ensemble du territoire. En collaboration avec le DCS, ils ont interrogé les partenaires pour identifier ceux qui réalisaient des maraudes ou pourraient être sollicités. Une deuxième enquête plus approfondie doit être réalisée pour évaluer qui réalise des maraudes sur Genève, si les acteurs sont formés en addiction, s'ils distribuent du matériel de réduction des risques, et pour connaître leur périmètre, leur répartition temporelle et les prestations fournies en rue.

Sur le graphique (p. 20), parmi les 35 entités interrogées, les points jaunes indiquent les deux entités qui réalisent des maraudes sanitaires. Malgré le fait que seules 35 entités aient été questionnées, la couverture du territoire genevois est favorable. Ces 35 entités permettent de toucher plus de 25 000 personnes par an.

Elle présente ensuite le graphique sur le nombre de structures et le nombre de personnes suivies par jour de la semaine (p. 21). Les maraudes se concentrent sur les vendredis et samedis, avec peu d'interventions le dimanche et les jours fériés. Les ressources sont augmentées durant la période estivale.

Concernant le matériel fourni par les structures (p. 22), seuls Première Ligne et le projet RUE distribuent du matériel de réduction des risques. Ils ont été surpris de découvrir que La Virgule réalise aussi des soins en rue, principalement pour les personnes sans abri, tandis que Première Ligne fournit des petits soins. Le DCS reprendra ces données pour les approfondir.

Au niveau des hébergements d'urgence (p. 24), lieux dédiés aux personnes avec addiction à Genève, il y a 9 lits au « Passage » pour les hommes et 3 lits réservés aux femmes au CausE. Les taux d'occupation sont très bons, et les séjours peuvent être courts, moyens ou plus longs. Elle souligne que ce sera à la fin du plan stratégique crack qu'il y aura davantage d'informations sur ce dispositif – ressenti des usagers et impact du dispositif. Ce sont des mesures mises en place conjointement par le DSM et le DCS, avec un suivi social. Il existe un petit fossé entre la fin de l'hébergement d'urgence et la suite. Elle relève que peu de femmes sont présentes dans ce dispositif, car elles sont souvent dans des situations très complexes nécessitant presque un accompagnement individuel. Tous les éléments seront disponibles fin 2026.

Elle mentionne l'état de santé des consommateurs (p. 26), qui se dégrade rapidement. L'usage de la salle de soins du Quai 9 est important. Même durant l'année où la consommation de crack était interdite, les plaies des usagers n'étaient pour la plupart pas liées à l'injection, ce qui montre que le matériel propre fonctionne. Elle ajoute que les personnes sont volontaires pour des dépistages. Le plan stratégique crack prévoit aussi une présence médicale dans les hébergements d'urgence. Les trois quarts des suivis se poursuivent avec un médecin généraliste, mais la continuité après la sortie de l'hébergement reste incertaine. Elle constate malheureusement une dégradation de l'état de santé somatique des personnes les plus précaires.

Elle évoque enfin les violences dans l'espace public (p. 27), présentes depuis l'arrivée du crack, concentrées autour de Première Ligne, car la salle de consommation perdait le lien avec les injecteurs, qui se regroupaient ailleurs. Une bâche semi-opaque blanche a été installée pour sécuriser la zone. Cette fermeture a permis de maintenir le calme dans la salle et avec les collaborateurs de Première Ligne. Néanmoins, certains consommateurs ont été laissés à eux-mêmes pendant un an, s'attroupant autour des rails du tram. Avec les infrastructures de l'extension, les bâches et le matériel de chantier ont été enlevés, les aménagements refaits à l'arrière, avec abris pour le soleil, plantations et toilettes déplacées. En juillet 2025, de nombreux appels au 117 et au 144 ont été reçus concernant des violences extérieures. Le graphique sur l'état des violences et la gestion de l'espace public (p. 29) détaille ces zones. L'arrière n'appartient plus à Première Ligne, mais la police peut verbaliser ceux qui consomment dans ces espaces, tout en orientant vers la salle de consommation. Les flux devront être suivis dans les prochains mois.

M<sup>me</sup> Leocadie termine avec les perspectives (p. 31). Elle mentionne la dernière mesure du plan stratégique : le drug checking en salle de consommation, soit le contrôle des produits utilisés par les usagers. Il s'agit de créer un système de surveillance de la consommation avec suivi d'indicateurs

sur le long terme. Le contrat de prestations de Première Ligne 2024-2028 est en cours de validation. Une coordination soutenue est nécessaire pour agir par anticipation. De manière préventive, un plan cantonal de gestion de crise lié aux opioïdes de synthèse est en cours. Elle conclut en disant que le gros dossier reste le déménagement du Quai 9, qui continuera d'occuper les équipes dans les années à venir.

Un député LJS s'interroge sur la tendance du fentanyl et demande s'il y a une augmentation et si Genève est épargnée par rapport aux autres villes, et comment la situation est anticipée.

M. Cassani indique qu'un système de surveillance a été mis en place pour suivre certaines molécules, au 144 ou aux urgences, afin d'avoir une oreille proche du terrain et une réactivité immédiate. Dans ce cadre, il ne semble pas y avoir d'indicateurs problématiques. Il relève que toute l'Europe est actuellement épargnée par ce produit.

M<sup>me</sup> Brunner indique que, pour l'instant, il n'y a eu qu'un seul cas, et il s'agissait de fentanyl prescrit arrivé dans la salle de consommation. Mais comme l'a mentionné M. Cassani, tout le dispositif mis en place avec le plan stratégique sur les opioïdes de synthèse a permis de créer une cellule sanitaire et sécuritaire, et d'effectuer régulièrement des points de situation. Le plan stratégique du canton de Zurich avait demandé une meilleure coordination au niveau national. Les informations et le drug checking circulent dans le réseau, et le DSM a voulu anticiper la situation au niveau du canton de Genève. Tout le travail déjà effectué a permis de gagner du temps. Cependant, rien n'est encore formellement établi. La présence de ce produit sera également testée dans les eaux usées.

M. Cassani complète qu'il existe une surveillance prévue au cas où la situation exploserait. Il y a un plan d'action et des solutions adaptées à chaque produit, notamment selon la forme d'administration, pour une réponse immédiate sur le terrain, c'est-à-dire par spray. Ce spray n'étant pas facilement disponible en Suisse, il sera importé et stocké. Une quantité a déjà été commandée et des formations sont prévues pour les acteurs concernés, incluant la police, les ambulanciers, etc.

M. Maudet salue le travail opérationnel effectué par les différents services et par le médecin cantonal. Il exprime toutefois une réelle inquiétude concernant l'arrivée de ces substances. Au niveau de la Confédération, il estime que l'on se voile quelque peu la face : l'OFSP et les instances fédérales censées légiférer rapidement ont du mal à percevoir l'urgence. Il souligne le travail constant et la grande collaboration avec les autres villes. Il relève que Lausanne a davantage fait les titres que Genève, principalement pour des



questions de sécurité publique et d'emplacement, mais il salue la minutie du travail des acteurs interdisciplinaires et interdépartementaux. Il insiste sur la capacité d'adaptation du dispositif, même si tout n'est pas encore parfait, certains courriers concernant surtout le volet sécuritaire lui parviennent encore. Il affirme qu'en concertation avec la Ville de Genève, sans les crédits alloués et le travail des équipes, la situation serait catastrophique.

La présidente note que le volet sanitaire du plan crack a été présenté. Elle souhaite également leur avis sur l'axe prohibition, judiciaire et social. Elle demande leur point de vue sur les moyens actuellement disponibles et sur ce qui pourrait être fait pour améliorer la situation, ainsi que leur avis sur les trois textes, M 2877B, M 2948 et R 1046.

M<sup>me</sup> Leocadie estime qu'un volet manque : le judiciaire, qui n'a pas été intégré immédiatement. Si le plan devait évoluer, il faudrait accorder davantage de place à cet aspect. Elle rappelle que le plan crack a été conçu en urgence, en six mois, et qu'il n'a pas été simple de réunir tous les acteurs autour de la table. Néanmoins, cela a été efficace et tout le monde a joué le jeu. Le volet social, lui, a bien été pris en compte.

M. Cassani ajoute qu'un tableau existe indiquant ce qui a été dépensé pour chaque pilier. Ce sont les volets sanitaire et policier qui mobilisent le plus de moyens. Le volet social n'a pas encore bénéficié d'investissements équivalents.

Un député PLR, présent à l'inauguration du nouveau Quai 9, salue le travail réalisé pour ces nouveaux aménagements. Il souhaiterait qu'un petit groupe de députés puisse visiter le Quai 9 afin de mieux comprendre la réalité, ce qui serait très formateur.

### ***Discussion***

La présidente demande s'il y a des prises de parole suite à cette audition.

Un député PLR estime qu'un important travail a été accompli depuis le début de la législature. Il trouverait idéal de pouvoir éliminer complètement le problème, mais il souligne que disposer d'un bon arrangement est déjà positif.

La présidente se pose une question : il y a deux objets concernant le volet sécuritaire du plan crack qui n'ont pas été abordés ce soir. Elle demande si le DSM souhaite s'exprimer à ce sujet.

M. Maudet indique que l'Etat a une vision transversale. Il relève que ce que M<sup>me</sup> Leocadie a mentionné comme relevant du judiciaire relève en réalité du volet sécuritaire. Dès le départ, un décalage temporel avait été prévu pour ce volet. Le plan crack prévoit une douzaine d'ETP, ce qui a conduit le DIN à

fournir un effort supplémentaire dès le départ sur le volet sécuritaire. Mais il fallait deux ans de formation pour les policiers, et il rappelle qu'il est nécessaire de prendre des personnes expérimentées. Il souligne qu'il existe deux plans d'action pour la police : celui de proximité, avec le poste de Cornavin qui réalise un travail exceptionnel, et le volet de la police judiciaire, avec des brigades transversales intervenant au niveau cantonal. Il y a donc deux angles : l'angle voie publique, avec maintien de la pression sur le deal de rue, et l'angle de la brigade stupéfiants, qui s'attaque aux filières, au déploiement des mules, à l'organisation financière, etc. Il propose à la Commission de demander au DIN s'il y a d'autres questions sur cet aspect. Ce qu'il peut préciser, c'est qu'il existe un léger décalage entre le volet social, qui a commencé rapidement et bien fonctionné, et le volet sanitaire, qui a également débuté rapidement, mais avec un décalage, car il s'agissait de construire le bâtiment provisoire. Au début de la législature, la date définitive de la fin du chantier de Cornavin par les CFF était fixée à fin 2029. Ils ont opté pour une situation provisoire accolée au Quai 9, mais moins temporaire que celle prévue initialement. Il s'agit plutôt d'une exploitation de cinq ans. Il ajoute que le DSM est en bonne voie avec la Ville de Genève pour une solution concertée concernant une implantation définitive au Quai 9, tout en maintenant une proximité avec la gare. Il mentionne qu'il y a de nombreuses contraintes et pense qu'un endroit proche de la gare, mais pas trop près d'infrastructures destinées aux enfants, a été trouvé. Il répète que, si la CS souhaite connaître l'avancement du volet sécuritaire, il suggère de s'adresser au DIN. Il souligne qu'il ne faut pas se préoccuper du pseudo-retard, car un décalage était prévu dès le départ. Il relève qu'il y a deux textes sur le crack : la M 2877-B, sur laquelle il a jeté un coup d'œil, qui dépasse la problématique du crack et traite de manière transversale de l'évolution des addictions. A ce sujet, le CE estime qu'il existe un cinquième pilier en matière d'addiction – pas spécifiquement pour le crack, mais pour la régulation. C'est un test actuellement en cours avec certains succès dans cinq villes de Suisse, notamment à Genève, avec un modèle spécifique mentionné lors de la présentation. La vente de cannabis récréatif dans une officine à Châtelaine a été autorisée. Il suggère d'auditionner M<sup>me</sup> Dreyfus à ce sujet.

M. Giannakopoulos indique que, sur le volet sécuritaire, il y a souvent des plaintes concernant l'installation progressive de crack houses : certaines maisons occupées par des dealers. Il y en a un certain nombre autour de la gare. Mais cela n'est pas spécifique à Genève et existe partout en Suisse et en Europe. Cela nécessite une réflexion sur la présence du volet sécuritaire. Il évoque également un projet important et une question à discuter avec l'OFSP :

dans quelle mesure ce qui a été fait pour le cannabis pourrait être appliqué à des produits beaucoup plus dangereux.

La présidente demande s'il y a une volonté de la commission d'auditionner le DIN. Elle constate qu'il n'y a pas d'opposition. Elle propose de planifier également l'audition du DCS sur cette question.

## **Séance du vendredi 10 octobre 2025**

***M 2877-B : Redynamiser la politique des quatre piliers***

***M 2948 : Agir contre le crack avant que Genève ne craque !***

***R 1046 : Stop au deal et à la consommation de crack dans nos rues***

**Audition de M<sup>me</sup> Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat (DIN), et de MM. Luc Broch, commandant adjoint de la police, et Richard Boldrini, chef de section à la police judiciaire**

M<sup>me</sup> Kast indique être là ce soir pour présenter le volet judiciaire de la problématique du crack. Sont également présents le responsable de la lutte contre les stupéfiants à la police judiciaire et le commandant adjoint supervisant le dispositif incluant aussi le volet gendarmerie du plan d'action contre le crack.

M. Boldrini explique que, depuis 2017, les actions liées à la visibilité du trafic de stupéfiants sont quantifiées non plus en opérations, mais en heures. Il précise qu'une opération peut durer une heure comme huit, et que le nombre d'opérations n'était donc pas représentatif ni interprétable de manière précise. Pour évaluer la visibilité, les ressources disponibles à la police correspondaient à 24 000 heures réparties entre la gendarmerie et la police judiciaire. Ces heures étaient calculées sur la base de huit personnes, travaillant huit heures par jour et 365 jours par an. Ils obtenaient ainsi la somme de 24 000 heures, réparties entre les différentes unités, chacune disposant d'un quota spécifique. A la fin de l'année, cela permettait de mieux mesurer l'effort consenti sur la visibilité du trafic. Il précise que ces chiffres n'incluent pas les enquêtes judiciaires relatives au démantèlement de réseaux ou au narcotrafic aérien. Le travail se faisait donc à la fois au travers de la gendarmerie, par des actions de visibilité et de contrôle pour réduire le sentiment d'insécurité, et par la police judiciaire, chargée des enquêtes : filatures de dealers, identification des lieux de stockage, recherches secrètes et infiltrations en se faisant passer pour des toxicomanes.

Il souligne que, chaque année, un rapport évalue l'effort fourni par chacun. Puis, en 2021, est apparu le phénomène du crack. Ce produit existait déjà, mais de façon très épisodique. Il rappelle qu'il s'agit de cocaïne, utilisée par des marginaux, souvent d'anciens consommateurs d'héroïne. Il explique que le

crack procure des effets très intenses, mais de courte durée, entraînant une forte dépendance. Autrefois, les consommateurs pouvaient le préparer eux-mêmes. Ce produit provoque un état euphorique, bref, suivi d'un besoin immédiat de reconsommer. Par la suite, un plan crack a été mis en place. Il a travaillé avec le commandant adjoint pour évaluer, de manière cohérente et selon les ressources disponibles, les moyens nécessaires. Le Grand Conseil a validé 12 ETP supplémentaires pour la police cantonale : 6 pour la gendarmerie, axés sur la visibilité en uniforme, et 6 pour la police judiciaire, dont 3 intégrant la Brigade voie publique et stupéfiants (task force drogue), composée de 15 personnes traitant la problématique de rue. Trois autres devaient renforcer la brigade des stupéfiants, chargée des enquêtes. Il précise que, bien que les effectifs aient été validés, leur formation prend deux ans avant qu'ils soient opérationnels. En attendant, la police judiciaire a dû réorganiser son dispositif. Faute de personnel disponible ailleurs, deux inspecteurs de la brigade des stupéfiants ont été spécialisés pour traiter des enquêtes approfondies sur le crack. La gendarmerie a, de son côté, fourni un effort particulier pour atteindre 35 000 heures d'engagement, contre 24 000 auparavant. Le COPIL DAMOCLÈS assure la coordination et la cohérence des actions, évitant les chevauchements entre les partenaires.

M. Broch revient sur le COPIL DAMOCLÈS et explique qu'au sein de la police judiciaire, plusieurs services participent à la lutte contre le trafic de stupéfiants, dont la brigade des stupéfiants. Le COPIL DAMOCLÈS permet de rassembler tous les acteurs de la police cantonale concernés par cette lutte.

Différents services y participent : unités de proximité, brigades de sécurité publique, et douanes. L'objectif est de coordonner les actions, sous la direction de la police judiciaire. Le crack est apparu en 2021, provoquant une forte effervescence et un émoi public dès 2022. Ils ont alors fixé arbitrairement que 50% des opérations devaient concerner le crack – contrôles, interpellations, etc. Cela représente 35 000 heures depuis 2022. Les actions vont des contrôles de rue aux arrestations. Ils tentent de maintenir ce taux de 50%, mais la lutte reste difficile. Le principal problème concerne la réponse judiciaire aux interpellations : la police agit, mais le pouvoir judiciaire dispose de moyens limités et le cadre n'est pas totalement adapté au trafic de crack. Cela se reflète dans les saisies : en 2024, 45 kg de cocaïne ont été saisis, contre seulement 150 g de crack, montrant que ce dernier est immédiatement transformé et consommé, rendant les saisies rares et la mission complexe. Les services coordonnent donc leurs actions selon leurs disponibilités.

M<sup>me</sup> Kast précise que la police judiciaire se consacre aux enquêtes portant sur des délits de moyenne et grande importance. La gendarmerie, dans ses différentes unités, peut également être amenée à conduire des enquêtes

judiciaires sur des affaires moins graves juridiquement, mais non moins importantes en pratique. Le COPIL DAMOCLÈS offre une vision transversale des actions menées par les différentes entités de la police sur la question des stupéfiants, et du crack en particulier, afin de coordonner leurs moyens. Au sein de la police judiciaire, deux brigades sont spécialisées sur ces thématiques, et la gendarmerie dispose également d'unités actives dans la lutte contre la drogue, le deal de rue et l'insécurité liée au crack. Elle souligne que les doses de crack vendues et consommées dans l'espace public sont très petites. Ainsi, 150 g représentent en réalité un grand nombre de prises.

M. Broch précise qu'il s'agit de sept doses par gramme.

M<sup>me</sup> Kast complète qu'une dose correspond à 0,1 g. Ainsi, lorsqu'on confisque 150 g, cela représente un grand nombre d'interventions et de consommations. Les quantités sont tellement faibles qu'elles peuvent sembler négligeables. C'est aussi l'une des difficultés pour le pouvoir judiciaire, puisque la jurisprudence considère que le crack est un dérivé de la cocaïne, et applique donc les mêmes critères pour déterminer les cas graves ou bénins. Une dose de crack est toujours qualifiée de cas bénin, car trop petite pour être considérée comme une quantité susceptible de mettre en danger la vie du consommateur. C'est la définition jurisprudentielle d'un cas bénin en matière de stupéfiants. Or, dans le domaine du crack, cette approche est paradoxale : une dose n'est peut-être pas physiquement dangereuse, mais ses effets psychologiques et addictifs sont tels qu'elle met gravement en péril la santé, voire la vie, du consommateur. Ces définitions, fixées par les tribunaux, notamment le Tribunal fédéral, s'imposent aussi au pouvoir judiciaire, qui ne peut pas prononcer de peines lourdes à l'encontre d'un vendeur d'une seule dose de crack.

Elle souligne que, lorsqu'un consommateur dépendant du crack est placé en détention, il ne subit pas de manque physique ni de véritable sevrage corporel. Le manque est uniquement psychologique, et pour qu'un sevrage soit efficace, il faut un éloignement du produit pendant trois à six mois. A la différence d'une personne dépendante à l'héroïne, qui ressent immédiatement un manque physique et peut être accompagnée par des traitements de substitution comme la méthadone, permettant d'amorcer un processus de désintoxication, le crack ne provoque pas de sevrage corporel. En pratique, les personnes détenues pour une à deux semaines ressortent avec leur dépendance intacte et reprennent immédiatement leur consommation. Il faudrait des périodes d'éloignement beaucoup plus longues pour pouvoir entamer un travail thérapeutique, par exemple en milieu carcéral. Cette réalité rend difficile une approche strictement répressive, même si la police agit activement. Les résultats ne sont pas comparables à ceux obtenus avec les

dépendances à l'héroïne. Elle ajoute qu'ils considèrent aujourd'hui le phénomène comme stabilisé – ce qui ne signifie pas éradiqué – et que les actions policières confirment cette impression, partagée par les travailleurs sociaux et les professionnels de la santé. Les analyses des eaux usées le démontrent également : la présence de cocaïne à Genève est désormais inférieure à celle observée auparavant, et plus basse qu'à Lausanne, qu'elle dépassait autrefois.

La présidente demande la position du DIN sur les trois textes.

M<sup>me</sup> Kast estime que le plus simple est le cas de la M 2877-B, car le Grand Conseil a renvoyé la réponse du Conseil d'Etat. Le DIN a contribué à cette réponse, qu'elle juge excellente. Elle souligne avoir entendu les insatisfactions du Grand Conseil lors de la plénière, mais demande que ces insatisfactions soient explicitées. Elle considère la réponse du Conseil d'Etat comme très argumentée et documentée, avec des références et des chiffres précis. Toutes les réponses du Conseil d'Etat aux motions ne sont pas de cette qualité. Si le Grand Conseil estime qu'il manque des éléments, elle souhaite savoir lesquels, afin que le Conseil d'Etat puisse y répondre dans la mesure du possible.

Concernant la M 2948, qu'elle juge totalement contradictoire avec la R 1046, elle précise que le texte demande au département de présenter une stratégie de tolérance zéro envers les trafiquants, les vendeurs de drogue, les réseaux criminels associés, ainsi que les détenteurs et consommateurs de stupéfiants sur la voie publique. Elle rappelle qu'il y a toujours eu une tolérance zéro de la part de la police vis-à-vis des dealers. En revanche, la situation est différente pour les détenteurs et consommateurs, car une telle approche serait en totale contradiction avec la politique des quatre piliers, qui considère le consommateur de drogue avant tout comme une personne atteinte dans sa santé, souffrant d'addiction, et pour qui la réponse ne peut être uniquement répressive. Une politique de tolérance zéro reviendrait à ne miser que sur la répression ; or, les pays ayant choisi cette voie ont démontré l'échec total de ces méthodes. Elle estime donc qu'aucun problème ne se pose pour la première partie de la motion, mais le DIN est totalement opposé à la seconde partie. Toutes les expériences de criminalisation stricte des consommateurs ont donné des résultats catastrophiques, ne faisant que repousser ces personnes dans la clandestinité. Dès lors, il devient impossible de travailler avec elles sur le traitement de leur addiction, alors que c'est la voie la plus efficace pour limiter les effets dévastateurs de la dépendance, tant pour les individus que pour la société.

M<sup>me</sup> Kast lit les autres invites de la M 2948 : « à déplacer les centres d'injection loin des zones d'habitation ». Elle explique avoir rencontré de nombreuses personnes vivant près du Quai 9, souhaitant son déplacement.

Mais elle souligne que, partout, les lieux de consommation de substances psychotropes se trouvent près des gares, car c'est ainsi que les consommateurs se regroupent. Déplacer les centres loin des habitations, en zone rurale, ne servirait à rien : ils ne seraient pas fréquentés, et les toxicomanes resteraient près des gares, sans encadrement. Cette invite ne serait donc pas pertinente à mettre en œuvre, car elle ne fonctionnerait pas.

Elle lit la dernière invite « à développer une politique de prévention contre la drogue dépourvue d'ambiguïtés, notamment vis-à-vis des drogues dites « douces » ». Elle rappelle que la prévention en matière de drogue ne relève pas du DIN, mais du domaine de la santé, parfaitement à même d'expliquer pourquoi le discours diffère selon les substances : tabac, cannabis ou crack. Le tabac, bien que légal, est aussi une drogue provoquant une forte dépendance, nécessitant une prévention spécifique. La différence de message entre drogues légales et illégales s'explique donc par des considérations de santé publique.

Elle continue avec la R 1046 dont elle commente les invites.

Elle lit la première invite, « à accélérer le déploiement de son plan crack », et affirme que tous les départements ont avancé aussi vite que possible, mais aussi lentement que nécessaire. Le temps de formation des 12 ETP supplémentaires, requis avant leur pleine opérationnalité, explique les délais. En attendant, le DIN a redéployé temporairement des effectifs d'autres secteurs vers la problématique du crack. Il n'était pas possible d'aller plus vite : la police a fait au mieux en matière de rééquilibrage interne et de mobilisation des ressources, lesquelles termineront leur formation dans un an.

Elle poursuit avec la 2<sup>e</sup> invite, « à renforcer la présence active de la police cantonale pour dissuader, d'une part, les consommateurs de crack de le faire dans l'espace public et pour, d'autre part, lutter contre le deal de drogues ». Elle confirme que le DIN a déjà renforcé la présence policière pour sécuriser l'espace public, mais précise qu'une partie de la lutte contre le deal ne passe pas par une présence visible. Le DIN articule l'action des forces de gendarmerie, pour le deal de rue, et celle des forces de police judiciaire, plus discrètes, pour remonter les filières. Elle rappelle que la cible de la police, c'est le dealer : dès qu'il voit un uniforme, il cesse toute transaction. L'arrestation nécessite donc souvent une approche non visible.

Elle lit la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> invite et considère que celles-ci ne relèvent pas de la compétence de la police. Elle admet que certaines mesures ont pris du temps, mais le département en a expliqué les raisons. A présent, elles sont réalisées. Elle ajoute participer régulièrement aux séances entre les départements et autorités de la Ville de Genève concernant le plan crack, et connaît les avancées, même si ce n'est pas à elle d'en rendre compte ici.

Elle aborde ensuite la 5<sup>e</sup> invite, « à accélérer la délivrance d'autorisations de pose de caméras de vidéosurveillance dans les quartiers les plus durement touchés par le deal et la consommation de crack de rue », et rappelle que le Grand Conseil a fixé des règles précises, notamment dans la LIPAD, concernant la vidéosurveillance. Il n'est donc pas possible d'en décréter l'installation du jour au lendemain. Toutefois, le DIN a pu mettre en place deux caméras, opérationnelles en novembre, pour mieux surveiller le Quai 9 et ses abords. Cette installation s'est faite en accord avec le Quai 9. L'objectif n'est pas de filmer l'intérieur, mais de couvrir les alentours, où se trouvent souvent des personnes non inscrites, attirées par les consommateurs, pour revendre ou consommer sans encadrement. Ces situations provoquent fréquemment des altercations, parfois avec armes blanches. La vidéosurveillance vise donc à mieux gérer ces problèmes et à permettre une intervention plus efficace.

Elle lit la 6<sup>e</sup> invite, « à revitaliser le contrat local de sécurité avec la Ville de Genève afin d'intensifier la lutte contre les incivilités liées au deal et à la consommation de crack dans la rue », et explique que le contrat local de sécurité est un engagement commun entre une commune et le canton, visant à définir des priorités et des actions concertées. Le Grand Conseil peut le renforcer autant qu'il le souhaite, mais tant que les effectifs ne sont pas complets, cela restera symbolique. Le contrat local de sécurité est réévalué chaque année pour coordonner les actions de la police cantonale et municipale. Cette invite ne lui paraît donc ni problématique, ni réellement utile.

Elle ne sait finalement pas quoi répondre à la 7<sup>e</sup> invite, « à accélérer les travaux liés à la refonte de la police de proximité ». Actuellement, la police municipale a la compétence d'intervenir sur la consommation de drogue. La magistrate chargée de la sécurité siège au COPIL crack, qui réunit le canton et les départements concernés. La police municipale contribue à la sécurité de rue, en coordination avec la police cantonale, par une présence visible et uniformée. Elle ne voit donc pas en quoi la refonte de la police de proximité apporterait une solution spécifique à cette problématique. Elle rappelle qu'il n'a jamais été question que la police municipale lutte contre le trafic de drogue, pour des raisons évidentes.

Concernant la dernière invite, « à coordonner ses efforts avec les cantons romands confrontés aux mêmes problèmes dans leurs centres urbains », elle confirme que ce travail de coordination existe déjà, tant au niveau de la police que dans les domaines de la santé et du social. De nombreux échanges se font entre cantons pour partager les expériences. Elle mentionne qu'au COPIL plan crack genevois, il a même été évoqué une expérience menée dans les Grisons, consistant à distribuer de la cocaïne comme produit de substitution pour étudier de nouvelles approches face à ce phénomène.



Un député LC rappelle qu'il est question du crack depuis 2021. Il demande ce qu'il en est des autres opioïdes de synthèse, notamment le fentanyl, déjà présent aux Etats-Unis et dans le sud de la France. Il souhaite savoir si Genève est déjà touchée.

M. Boldrini répond que l'Etat ne s'attendait pas à l'arrivée du crack et qu'il a fallu réagir rapidement. Désormais, les autorités essaient d'anticiper, ce qui constitue un changement de paradigme important dans la stratégie. Après avoir observé la situation à San Francisco et dans d'autres grandes villes américaines – même si le contexte sanitaire y est différent –, l'Etat a décidé, de manière interdépartementale, d'instaurer une veille réunissant le DIN, le DIP, le DCS et le DSM. L'objectif est de se préparer à une possible arrivée du fentanyl ou d'autres opioïdes de synthèse dans la région.

Il souligne qu'il existe un risque réel : depuis que les talibans en Afghanistan ont interrompu la production d'héroïne, les saisies d'héroïne diminuent, tandis que celles de cocaïne augmentent fortement. Il se demande si les opioïdes de synthèse ne viendront pas combler le manque laissé par la baisse d'offre d'héroïne. Une feuille de route a été élaborée pour la police, déclinée ensuite à l'état-major, avec plusieurs axes d'action, dont la possibilité d'échanges avec les Etats-Unis afin d'obtenir des informations. Cependant, la politique américaine actuelle, notamment la limitation des ressources fédérales, rend ces déplacements difficiles à organiser. Ce type de mission aurait pourtant permis de renforcer les liens et les connaissances.

Il indique que la police est déjà en contact avec Paris. Avant les Jeux olympiques, la capitale française faisait face à une forte crise du crack, suivie d'une politique de « nettoyage » pour rendre la ville plus présentable, ce qui a été très difficile à vivre pour les forces de l'ordre, confrontées à des personnes en grande détresse, ne dormant plus, ne mangeant plus et refusant tout suivi médical.

Dans le cadre de cette veille sur les opioïdes de synthèse, il précise qu'il existe pour l'instant très peu de cas en Europe, seulement quelques foyers isolés. A Genève, des patchs de fentanyl ont été saisis par les douanes, mais aucun indicateur ne montre pour l'instant une présence significative du produit sur le territoire. Des informateurs spécialisés en stupéfiants sont mobilisés afin de détecter toute apparition de ces substances. Jusqu'ici, rien n'a été signalé, mais la police cherche à anticiper. Il mentionne également qu'il existe un antidote aux opioïdes de synthèse, administrable sous forme de spray nasal. Une réflexion est en cours pour former la police à son utilisation, afin qu'elle puisse intervenir en cas d'overdose sans risque d'effets indésirables. Il propose de transmettre à la commission la feuille de route complète.

Il insiste sur le fait que la police reste en alerte sur tous ces phénomènes, tout en reconnaissant qu'il est impossible d'exclure l'arrivée future de ces produits, dont la temporalité demeure inconnue. Il martèle qu'il serait contre-productif de criminaliser les toxicomanes, car cela couperait le lien nécessaire avec eux. Il évoque le COPIL Quai 9, où se retrouvent travailleurs sociaux, représentants des autorités et policiers. Ces acteurs ne communiquaient presque pas entre eux auparavant. Ils ont depuis réalisé qu'ils poursuivent un objectif commun, bien que leurs missions diffèrent, et ont travaillé à décloisonner ces relations historiquement séparées.

Une députée Ve demande combien de temps il faut pour transformer le produit.

M. Broch répond qu'il faut environ deux heures, le temps que le produit sèche avant de pouvoir être consommé.

La même députée Ve demande pourquoi ce produit est principalement consommé à l'extérieur.

M. Broch explique que la particularité du crack réside dans le besoin immédiat et extrêmement puissant qu'il provoque. Dès la transaction effectuée, si la police n'intervient pas dans la minute, les consommateurs ont déjà consommé. C'est cette impulsion incontrôlable qui explique la consommation sur place.

M. Boldrini ajoute que cela illustre l'importance de l'emplacement du local d'injection : les consommateurs ne vont jamais loin, cherchant toujours le lieu le plus proche. Dealers et usagers évoluent dans un même microcosme. Il rappelle que la plupart des consommateurs doivent mendier pour acheter leur dose – généralement entre 5 et 10 francs –, ce qui serait impossible s'ils étaient isolés, par exemple dans les champs de Chancy. C'est une réalité du terrain : les consommateurs et les vendeurs vivent dans le même environnement. Dès qu'ils ont consommé, ils veulent immédiatement recommencer. Le produit prend alors plus d'importance que leur propre vie.

La même députée Ve demande s'il existe une présence policière autour des immeubles et des associations qui accueillent les consommateurs. Elle dit recevoir souvent des témoignages selon lesquels les dealers se trouvent aux abords de ces structures, ce qui rend la sortie de thérapie particulièrement difficile pour les personnes en sevrage.

M. Boldrini répond qu'il n'a pas d'éléments précis sur ce point. Il ne pense cependant pas que les dealers s'adaptent aux consommateurs, mais plutôt l'inverse. Il évoque le « triangle d'or » : l'Usine, les Pâquis et Plainpalais, trois zones marquées par une forte présence de trafic, tenues par des organisations criminelles. Il précise que, si les associations s'installent à proximité, c'est

pour permettre aux consommateurs d'accéder facilement aux travailleurs sociaux et aux soins. Selon lui, les dealers n'ont pas besoin d'aller chercher les clients : la demande est telle qu'ils en trouvent à chaque coin de rue. Il rappelle qu'environ 500 kilos de cocaïne sont détectés chaque année dans les eaux usées à Genève, ce qui représente une quantité considérable. Une boulette de cocaïne contenant entre 0,5 et 0,8 g, cela donne la mesure de l'ampleur du phénomène.

Cette même députée Ve demande si le comportement des consommateurs de crack est plus agressif au moment de l'interpellation.

M. Broch confirme. Ses collègues le constatent souvent : lorsqu'ils interpellent un dealer de cocaïne ou d'héroïne, ils récupèrent généralement le produit sans difficulté. En revanche, le consommateur de crack veut absolument consommer le caillou qu'il vient d'acheter, ce qui rend l'interpellation compliquée et souvent mouvementée. Il précise qu'il ne faut surtout pas intervenir pendant que la personne consomme, car elle percevra cela comme une hostilité extrême. Le consommateur, dont la seule finalité est de consommer, réagit alors violemment, comme si on lui volait son bien le plus précieux. Il ajoute que la police travaille étroitement avec la Brigade voie publique et stupéfiants, très impliquée sur la question du crack, notamment à travers les débriefings réguliers des collègues sur le terrain. Ces policiers ne sont pas des machines : ils doivent être soutenus psychologiquement. Le crack fait du mal non seulement aux consommateurs, mais aussi à leurs familles, aux policiers, aux travailleurs sociaux et aux professionnels de santé, tous désespérés face à cette détresse. Cette problématique gangrène tout le tissu social environnant.

M<sup>me</sup> Kast précise que, malgré certaines demandes, le DIN a toujours refusé d'affecter des policiers exclusivement à la lutte contre le crack. Elle insiste sur l'importance de ne pas confier cette tâche toujours aux mêmes personnes, car il est désespérant de voir l'état de ces individus et la déconnexion totale qu'ils ont avec la société. Selon elle, si un policier ne s'occupe que de cela, il finit par s'épuiser. Il faut donc répartir l'effort entre plusieurs agents pour éviter le burn-out.

M. Broch indique qu'il a récemment discuté avec le chef de la Brigade voie publique et stupéfiants. Ce dernier constate qu'ils ne travaillent pas avec des personnes « normales » au sens habituel du terme. Dans d'autres interventions, lorsqu'il y a une victime ou un plaignant, il s'agit de citoyens équilibrés. Dans leur cas, ils ont uniquement affaire à des consommateurs ou à des dealers. Former et recruter des collaborateurs dédiés exclusivement à la lutte contre le crack serait, selon lui, une erreur : cela mènerait droit dans le mur. Il faut au contraire diversifier les missions.

M. Broch précise que les policiers sont des personnes attachées à des valeurs fortes. Donner un nom porteur de sens à une mission renforce la cohésion autour d'un objectif commun. Cela donne du sens à leur travail, surtout dans le domaine des stupéfiants, où la lutte semble interminable. Il reconnaît que les policiers font preuve d'une résilience exceptionnelle, mais que les risques psychosociaux sont bien réels. A ses débuts, la culture policière se résumait à « même pas mal, même pas peur ». Aujourd'hui, elle évolue pour intégrer la gestion des émotions et mieux préparer les nouvelles générations.

Un député PLR se dit impressionné par la manière dont les intervenants appréhendent la complexité de ces phénomènes. Il demande, à propos du crack, s'ils peuvent préciser si la substance est importée ou produite localement. Il souhaite également savoir si cette expérience a permis à la police d'apprendre et de se renforcer face aux produits susceptibles d'arriver sur le marché à l'avenir. Enfin, il interroge sur la réallocation des ressources : la formation des agents prend deux ans, et il se demande si ces redéploiements n'ont pas affaibli d'autres domaines, notamment la lutte contre d'autres stupéfiants. Il souhaite aussi comprendre si la gouvernance de la police est rigide ou fluide, cloisonnée ou transversale, car il a l'impression que la collaboration entre la gendarmerie et la police judiciaire s'est faite de manière efficace et sans blocages.

M. Boldrini répond qu'ils parviennent à fonctionner de manière « matricielle » non seulement dans le domaine des stupéfiants, mais aussi ailleurs. La police a une structure hiérarchique militaire par définition, mais cela n'empêche pas un fonctionnement transversal, notamment dans le cadre du COPIL DAMOCLÈS, où tous les acteurs se retrouvent autour de la même table. La hiérarchie peut parfois ralentir les processus, mais, dans ce cadre, la stratégie est posée et chacun dispose d'une marge de manœuvre à l'intérieur d'un périmètre défini. Il souligne que, lorsque la réflexion se fait par thématique, les cloisons tombent, ce qui rend l'action plus efficace. Il rappelle toutefois qu'il a attiré l'attention du COPIL sur la nécessité de ne pas se concentrer uniquement sur les gares et leurs alentours : il faut aussi agir dans les quartiers populaires pour éviter l'émergence de zones de non-droit. Ces secteurs peuvent attirer des jeunes influencés par des modèles de richesse facile véhiculés par les réseaux sociaux.

Il reconnaît que les effectifs ne sont pas extensibles et qu'il faut parfois différer certaines actions. La police s'appuie sur une politique criminelle commune, mais aussi sur d'autres leviers interconnectés. S'il y avait cent policiers supplémentaires dédiés aux stupéfiants, ils trouveraient sans difficulté à les employer, mais il faut faire preuve de mesure et de priorisation. A Genève, la police judiciaire compte déjà une quarantaine d'agents spécialisés sur ces questions, ce qui est supérieur à d'autres cantons romands.

Concernant la deuxième question sur les opioïdes, il confirme qu'il y a bien eu un changement de paradigme et une volonté d'anticiper. Le phénomène du crack a sans doute été un déclencheur d'une prise de conscience institutionnelle. La hiérarchie s'est assouplie, permettant aux informations de circuler plus librement grâce au COPIL DAMOCLÈS, qui joue un rôle de catalyseur.

Sur la question de l'importation du crack, il précise qu'en 2021, des ressortissants d'Afrique de l'Ouest vendaient le produit. La police a observé et identifié des « bases arrière », aussi appelées *crack houses*. M<sup>me</sup> Kast avait même adressé un courrier à toutes les régies pour les sensibiliser : en cas de comportements suspects, elles devaient en informer la police. Plus la police dispose d'yeux sur le terrain, plus elle peut agir efficacement. Elle a ainsi identifié des appartements où des consommateurs hébergeaient des trafiquants en échange de produits, dans un système de troc : l'hébergement contre la drogue. La brigade des stupéfiants a également démantelé une organisation locale où des dealers genevois avaient commencé à produire eux-mêmes le crack, voyant le marché croître. Le monopole du trafic n'était donc plus uniquement entre les mains de réseaux ouest-africains.

Il conclut en soulignant que le moyen le plus efficace pour déstabiliser ces réseaux est de couper les lieux de rechargement. La police saisit beaucoup plus souvent de la cocaïne que du crack prêt à l'emploi. A Genève, seulement 5 à 10% de ce qui circule est intercepté par les forces de l'ordre.

M<sup>me</sup> Kast dit qu'il y a environ 500 consommateurs de crack à Genève. La consommation est continue, un gramme permettant environ sept doses, et une personne prenant en moyenne un gramme toutes les 24 heures.

M. Boldrini ajoute que des mafias françaises tentent de s'implanter. Par anticipation, des informateurs ont été mobilisés. Le risque est qu'il y ait des règlements de compte : si ces mafias cherchent à prendre des parts de marché à Genève, elles viendront armées. Il souligne qu'ils souhaitent anticiper cette situation. Le produit est très lucratif : un kilogramme de cocaïne coûte 1500 euros en Amérique du Sud, 30 000 euros à son arrivée dans les ports, et environ 100 francs le demi-gramme en Europe. C'est le produit le plus rentable.

M. Broch rectifie : le gramme de cocaïne coûte environ 60 francs, mais la pureté n'est pas garantie.

M<sup>me</sup> Kast pense que c'est aussi l'une des raisons pour lesquelles le crack est devenu plus attractif : il y avait tellement de cocaïne sur le marché que son prix était descendu en dessous de celui des doses d'héroïne.

M. Broch ajoute que les consommateurs de crack, qui auparavant achetaient le produit fini, ont constaté une baisse de qualité et préfèrent désormais acheter directement de la cocaïne pour la « baser » eux-mêmes, afin de savoir ce qu'elle contient.

Un député UDC explique que le but initial de ce projet était de pouvoir réaliser ces auditions indépendamment des invites. Il sait que certaines seront exécutées, notamment le déplacement du centre d'injection lors de l'agrandissement de la gare Cornavin.

M<sup>me</sup> Kast précise que le centre ne sera pas déplacé à la campagne.

Ce député UDC comprend, mais souligne qu'il faudra tout de même trouver un nouvel emplacement. Il ajoute que cette invite n'est donc plus d'actualité. Il se réjouit que la situation ait été stabilisée à Genève, contrairement à d'autres villes, ce qui est inquiétant. Il demande si le DIN pourrait encore améliorer ses actions et, si oui, de quoi il aurait besoin. Il souligne que la répression ne peut être la seule réponse. Comme le crack ne permet pas vraiment de sevrage et que la seule mesure efficace reste l'éloignement de l'environnement, il s'interroge sur la manière d'aider les consommateurs à cesser leur usage autrement que par la contrainte. Il précise que le but n'est pas d'enfermer tout le monde.

M<sup>me</sup> Kast répond qu'avec davantage de ressources, le DIN pourrait faire mieux. Concernant la deuxième question du député UDC, elle estime qu'un produit de substitution serait utile. Il permettrait de sortir les personnes du trafic de rue, comme cela a été fait pour l'héroïne, ce qui a contribué à éradiquer les grands trafics dans leur dimension de sécurité publique. Aujourd'hui, il manque un produit de substitution pour le crack, qui permettrait de rompre la consommation compulsive et de restaurer une possibilité d'accompagnement, qu'il soit médical, social ou judiciaire. Un tel produit aiderait à éloigner les personnes autrement que par l'incarcération, inefficace dans ce cas. Il offrirait une voie pour sortir de la spirale de rue – vols, mendicité, usage – qui détruit les individus, non seulement à cause du produit, mais surtout par ses effets secondaires : insomnie, perte d'appétit, épuisement physique et mental. L'objectif serait de permettre un sevrage intellectuel et une reprise en main de la vie et de la santé.

Le même député UDC revient sur la question des moyens et demande si, même avec davantage de ressources, les résultats seraient réels, sachant que la réponse judiciaire ne suit pas toujours.

M. Broch répond qu'il faudrait plus de policiers pour réduire le sentiment d'insécurité, renforcer la visibilité et disposer de davantage d'enquêteurs capables de remonter les filières. Tout dépend, selon lui, du niveau d'exigence fixé par la société.

M<sup>me</sup> Kast estime que des moyens supplémentaires pour le seul volet répressif ne suffiraient pas : la politique repose sur les quatre piliers, qui doivent avancer de concert. Il faut donc davantage de ressources dans chaque domaine, ainsi qu'un produit de substitution pour ces consommateurs.

Un député PLR demande si les consommateurs de crack sont à l'origine des usagers d'autres substances qui se sont tournés vers le crack, ou de nouveaux consommateurs.

M<sup>me</sup> Kast confirme qu'il s'agit plutôt de la première hypothèse.

Le même député PLR comprend que le taux global de toxicomanie n'augmente pas, mais qu'il s'agit d'un déplacement vers un autre produit. Il précise ne pas être d'accord avec l'idée que l'addiction au crack soit comparable à celle au tabac. Certains affirment qu'il n'y a pas le temps de soigner les consommateurs, car ils meurent avant. Il demande quel est le taux de mortalité parmi les usagers fortement dépendants.

M. Broch répond que c'est plutôt le corps médical qui dispose de ces données.

M. Giannakopoulos indique qu'il est de 15%.

Ce même député PLR relève que ce taux est supérieur à celui des autres drogues, ce qui traduit une forme d'auto-élimination liée à la dangerosité du produit.

M<sup>me</sup> Kast nuance en rappelant qu'au plus fort de la crise de l'héroïne, dans les années 1990, le taux de mortalité par overdose était encore plus élevé. Les produits injectés étaient souvent très toxiques et les usagers ignoraient la pureté de la dose : une dose trop concentrée pouvait être fatale.

M. Giannakopoulos complète en précisant qu'il est impossible de faire une overdose avec le crack.

## *Discussion*

La présidente rappelle qu'il n'y a plus d'auditions sur ces objets. Elle demande s'il y a des prises de parole ou des propositions. Elle rappelle que le délai de traitement a été dépassé de 2 ans pour la M 2948, donc il faut que la Commission la vote ce soir, sinon elle sera traitée dans les 6 mois, après un renvoi de la plénière.

Une députée S pense que toutes les personnes qui ont été auditionnées, autant le DSM que le DIN, concernant la M 2948 et la R 1046, ont déjà vu des réponses mises en place, ou alors le reste des invites ne serait ni pertinent ni efficace. Elle estime que ces textes peuvent être retirés ou votés ce soir.

L'UDC partage certaines opinions déjà exprimées. Il lui semble important que les travaux soient relatés et puissent être remontés au Grand Conseil, et que le public soit informé de ce qui est fait sur le plan crack. Ce sont des millions qui ont été investis sur ce point, et il faut que les citoyens aient une réponse. Même si la Commission ne soutient pas tous les objets, il pense qu'il est important qu'au moins l'un remonte au Grand Conseil avec des rapports, et qu'il soit possible de faire l'état des discussions qui ont eu lieu dans cette commission. Il en discutera avec son groupe pour voir s'il est possible de retirer la motion, mais il pense qu'il faut profiter de ces textes. La commission avait expressément gardé ces textes pour mener les auditions, y compris en renvoyant la réponse du Conseil d'Etat à la motion afin de conserver tous ces textes ensemble. Il estime que c'est judicieux de faire un seul rapport sur tous ces objets.

La présidente pense que l'idée de lier tous ces textes pour faire un seul rapport est pertinente.

Un député PLR indique que, pour le groupe PLR, c'est la même chose et il serait prêt à retirer son texte. Il pense qu'il faut que tout ce qui a été dit soit connu de la population, car du bon travail a été fait.

La présidente constate qu'il n'y a pas d'objection à lier ces trois objets. Elle demande s'il y a des oppositions à la prise d'acte de la M 2877-B. Pour elle, après les travaux et les auditions, elle trouve que la situation a beaucoup avancé depuis le renvoi en commission et se stabilise, et elle ne souhaite pas ajouter de pièce à cet objet. Elle rappelle que c'est un rapport du Conseil d'Etat qui a été renvoyé en commission pour être traité avec les autres objets. Elle constate qu'il y a consensus sur la prise d'acte de la M 2877-B. Elle demande s'il y a une prise de position sur la M 2948.

L'UDC indique que le groupe UDC est prêt à s'abstenir pour faire passer tout ceci aux extraits, mais il estime qu'il ne doit y avoir aucune acceptation pour que le texte aille aux extraits.

La présidente indique que le groupe des Verts refusera les deux objets.

Un député PLR indique qu'il est possible d'avoir des votes positifs et négatifs avec une majorité qui les refuse, et que cela aille quand même aux extraits s'il n'y a pas de rapport de minorité. Mais il faut faire attention : s'il y a unanimité ou quasi-unanimité, la tentation du Bureau pourrait être de décider une catégorie de débat IV, sans prise de parole, ce qui ne correspond pas à ce que la Commission souhaiterait. Il pense qu'il est utile qu'il y ait une prise de parole, même du rapporteur, et qu'il est important de viser une catégorie de débat III.



Une députée MCG est d'accord avec ses préopinants et estime qu'il est important que ces textes soient débattus en plénière. Elle comprend que les trois textes sont liés.

M. Maudet soulève qu'il lui semble qu'il n'est pas possible de lier le rapport du CE et qu'il faut le traiter à part.

M<sup>me</sup> Carvalho informe qu'il est possible de lier ces trois textes, mais que le vote est différent. Sur la M 2877-B, la question à se poser est de savoir s'il y a acceptation de la prise d'acte. Mais un rapport est toujours fait pour relater les travaux. C'est juste la formulation du vote qui change, vu que c'est un rapport du Conseil d'Etat, donc la commission accepte ou non la prise d'acte.

## Votes

La présidente met aux voix la prise d'acte de la M 2877-B :

Oui :                   unanimité

Non :                   —

Abstentions :   —

***La prise d'acte de la M 2877-B est acceptée.***

La présidente soumet au vote la M 2948 :

Oui :                   2 (2 UDC)

Non :                   9 (1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Abstentions :   4 (4 PLR)

***La M 2948 est refusée.***

La présidente soumet au vote la R 1046 :

Oui :                   6 (2 UDC, 4 PLR)

Non :                   9 (1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Abstentions :   —

***La R 1046 est refusée.***

*Catégorie de débat préavisée : III*

## Conclusions

Mesdames les députées, Messieurs les députés,

Ces trois textes ont permis aux membres de la commission de découvrir de façon approfondie le phénomène du « crack », cette drogue issue de la cocaïne, aux effets dévastateurs tant pour les consommateurs que pour le voisinage et

les forces de police. Cette drogue, apparue de façon soudaine en 2021, procure un effet immédiat chez celui qui le consomme, mais provoque dès la première prise une addiction importante. En l'état des sciences médicales, il n'existe aucun produit de substitution, comme la méthadone, utilisée dans le cadre d'actions de sevrage pour d'autres drogues dures.

La M 2877, après deux renvois au Conseil d'Etat, a finalement convaincu les commissaires que le rapport qui en était fait est finalement complet, détaillé et bien argumenté.

Le plan « crack » du Conseil d'Etat implique quatre départements (DSM, DIN, DIP, DCS) et, après un démarrage quelque peu laborieux, notamment dans le cadre de la construction de l'annexe au Quai 9, a permis l'inscription au budget de 12 policiers supplémentaires et la mise à disposition de 24 lits de répit pour les victimes.

La M 2948, qui demandait le déplacement du Quai 9 loin à l'extérieur de notre centre-ville, n'a pas convaincu. En effet, dans toutes les villes qui connaissent ce phénomène du « deal » et de la consommation sur la voie publique, les trafiquants et consommateurs se retrouvent à proximité des gares et des ports. Exiler les consommateurs en banlieue aurait pour seule conséquence de laisser les personnes concernées sans appui et sans contrôle en pleine ville, puisqu'aucun consommateur ni aucun vendeur ne se rendrait dans une zone industrielle.

Enfin, les commissaires ont réalisé que les invites de la R 1406 étaient soit réalisées, soit inapplicables.

Les commissaires ont également apprécié la transversalité opérée entre les quatre départements, notamment au sein du comité de pilotage DAMOCLÈS.

Ils saluent également l'engagement de tous les acteurs étatiques ou privés qui s'investissent sans compter dans un domaine extrêmement difficile à gérer, compte tenu de l'agressivité développée chez les victimes du « crack ».

Enfin, les députés ont apprécié les efforts des forces de police qui mènent des actions d'anticipation afin de prévenir et de gérer, le cas échéant, suffisamment tôt l'irruption de nouvelles drogues de synthèse, comme le fentanyl, déjà présent aux Etats-Unis, voire semble-t-il dans le sud de la France.

Compte tenu de ce qui précède, l'unanimité de la commission vous remercie de prendre acte de la M 2877-B et la majorité de la commission de rejeter la M 2948 et la R 1406.

# Crise du crack à Genève : état des lieux

Commission de la santé

22.08.2025



Département de la santé et des mobilités  
Service du médecin cantonal  
Secteur de prévention et promotion de la santé

## Ordre du jour

### 1. Le constat de départ de la problématique du crack

- L'arrivée du crack à Genève
- Identification des problèmes socio-sanitaires prioritaires
- Plan cantonal de prévention et réduction des risques pour les consommateurs de crack 2024-2026

### 2. Situation actuelle autour de la problématique du crack

- Salle de consommation
- Le Sleepin
- Maraudes et travail de rue
- Hébergement d'urgence
- Etat de santé des consommateurs
- Violences et gestion de l'espace public

### 3. Perspectives

# 1. Le constat de départ de la problématique du crack

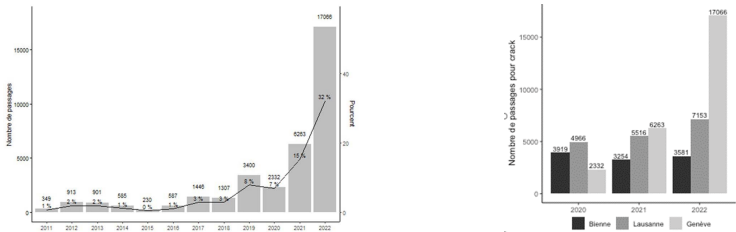
## L'arrivée du crack à Genève

Identification des problèmes socio-sanitaires prioritaires et du recensement des besoins des consommateurs

Plan cantonal de prévention et réduction des risques pour les consommateurs de crack 2024-2026

## L'arrivée du crack à Genève

- Hausse importante de crack à Genève entre 2021-2022
- Transformation du marché avec produit disponible prêt-à-consommer et d'une grande pureté (80%)
- Consommation frénétique du crack
- Violences et débordements auprès des collaborateurs de Première Ligne et décision de ne plus accepter le crack en salle de consommation dès juin 2023



Référence: Etude Addiction Suisse, "La problématique du crack à Genève" mai 2023

## 1. Le constat de départ de la problématique du crack

L'arrivée du crack à Genève

Identification des problèmes socio-sanitaires prioritaires

Plan cantonal de prévention et réduction des risques pour les consommateurs de crack 2024-2026

### Identification des problèmes socio-sanitaires prioritaires

- La consommation passe avant les besoins physiologiques et l'hygiène
- État de malnutrition, déshydratation, problèmes bucco-dentaires
- Manque de sommeil et de repos
- Problèmes de peau et de plaies (infections, blessures etc.)
- Marginalisation progressive
- Grande exposition et vulnérabilité à la violence
- Troubles psychiques/psychiatriques
- Augmentation du sentiment d'insécurité dans la population



1. Le constat de départ de la problématique du crack

L'arrivée du crack à Genève

Identification des problèmes socio-sanitaires prioritaires et du recensement des besoins des consommateurs

Plan cantonal de prévention et réduction des risques pour les consommateurs de crack 2024-2026



Plan cantonal de prévention et réduction des risques pour les consommateurs de crack 2024-2026

Objectif	DSM	DCS	DIN	DIP
1. Offrir du répit : structure Sleep-In	x			
2. Permettre une mise à l'abri (hébergement d'urgence)	x	x		
3. Favoriser l'accès au logement (logement d'abord)		x		
4. Favoriser le "aller vers" avec un accompagnement des consommateurs de drogues au sein de la communauté (maraudes)	x			
5. Assurer la sécurité de tous les acteurs et habitants concernés par cette problématique			x	
6. Offrir une activité occupationnelle (activité au sein de Quai 9)		x		
7. Continuer à garantir les mesures minimales permettant de combler les besoins fondamentaux (alimentation, hydratation, hygiène...)	x			
8. Renforcer la collaboration pluridisciplinaire médico-psycho-sociale	x			
9. Augmenter les ressources humaines et matériels des dispositifs de soutien	x	x		
10. Evaluer l'efficacité des dispositifs	x			
11. Favoriser l'accompagnement au changement	x	x	x	x

## 2. Situation actuelle autour de la problématique du crack

Salle de consommation

Le Sleepin

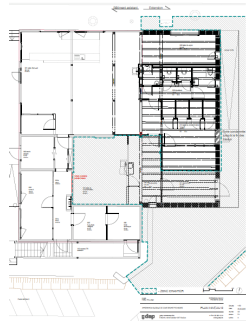
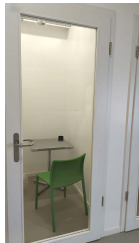
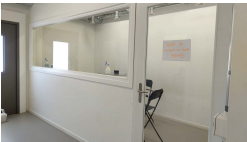
Maraudes et travail de rue

Hébergement d'urgence

Etat de santé des consommateurs

Violences et gestion de l'espace public

### Salle de consommation



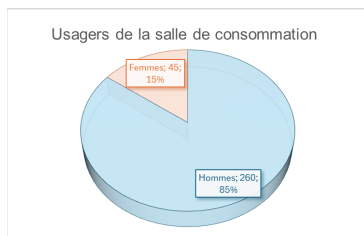
- En décembre 2024, un bâtiment temporaire a été mis en place pour la consommation du crack dans l'attente de l'ouverture de l'extension;
- Les usagers peuvent, depuis cette date, préparer leur crack ("baser") avant de le consommer;
- 1<sup>er</sup> juillet 2025 ouverture de l'extension avec 4 places individuelles pour la consommation du crack et une salle collective. Les usagers du bâtiment temporaire ont quasi tous intégré l'usage de l'extension.

## Salle de consommation - Nombres de consommateurs

La file active pour la salle de consommation est de 544 personnes (87 femmes/457 hommes) (sur les 6 derniers mois)

En juillet 2025

305 personnes ont utilisé la salle de consommation de Quai 9



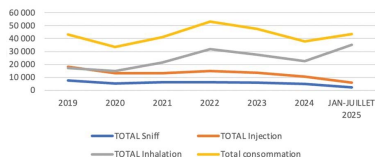
Il y a eu 19 nouvelles inscriptions sur le mois d'août ( 84 inscriptions en 2024)

## Salle de consommation - Modes de consommations

A ce jour 43'337 passages en salle de consommation pour 2025 (47'360 en 2023/ 38'151 en 2024):

dont 81,5% pour l'inhalation  
13,5% pour l'injection  
5 % pour le sniff

Evolution des modes de consommation sniff,  
injection et inhalation  
2019-Juillet 2025



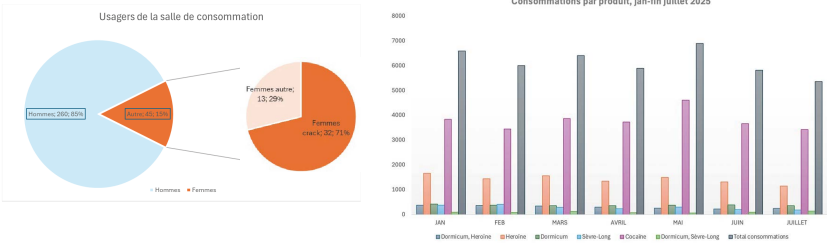
Les changements de modes de consommations observés sont liés à plusieurs facteurs:

- La consommation par inhalation (fumée) a fortement augmenté via le crack prêt-à-consommer
- Programmes d'échange de seringues et le travail de santé publique en réduction des risques et de sensibilisation sur les maladies transmissibles
- Impact du regard sociétal de l'injection versus l'inhalation (puffs, cigarettes électroniques)
- Basculement vers des modes non injectés par baisse de disponibilité de l'héroïne



## Salle de consommation - Type de consommation

Les produits consommés en juillet 2025 dans la salle de consommation sont:  
64% pour la **cocaïne** (dont le 89% sont pour le crack; les autres consommation de cocaïne sont sniffées)  
21% pour de l'**héroïne** (consommée majoritairement 87% par inhalation, 6% par injection, le reste en snif)  
15% autres produits (**Dormicum** en snif majoritairement-sinon en injection; **Sevrelong** injecté dans 97% des cas; produits mélangés (ex. Dormicum-Méthadone-Morphine)



## 2. Situation actuelle autour de la problématique du crack

Salle de consommation et extension

Le Sleepin

Maraudes et travail de rue

Hébergement d'urgence

Etat de santé des consommateurs

Violences et gestion de l'espace public



## Le SleepIn

- 12 lits 7/7 de 20h à 7h
- accès à la salle de consommation jusqu'à minuit
- a accueilli en moyenne 38 personnes différentes par mois
- la répartition moyenne est de 84% d'hommes pour 16% de femmes



- Le taux d'occupation moyen en 2024 a été de 71%, en 2025 le taux a varié de 89% à 48% en raison des travaux. En juillet le taux était de 86%
- 4'484 passages de consommation en salle (avec presque la moitié (2'215) pour consommation de crack; les proportions restent identiques pour 2025
- Depuis décembre 2024, les usagers peuvent préparer leur crack; à ce jour 80 personnes l'ont fait (7% des consommation de crack)
- C'est également 30 soins effectués, l'accès à une douche et la possibilité de laver son linge
- En 2024, il y a eut 142 refus au SleepIn pour manque de places; en juillet 2025, 10 refus.



## 2. Situation actuelle autour de la problématique du crack

Salle de consommation et extension

Le SleepIn

Maraudes et travail de rue

Hébergement d'urgence

Etat de santé des consommateurs

Violences et gestion de l'espace public



## Maraudes et travail de rue

### Première Ligne

- Une maraude hebdomadaire sur la ville la nuit (distribution du matériel de consommation, orientation, etc.)
- Une maraude conjointe hebdomadaire avec le CAAP-Arve les mercredis après-midi
- Accompagne un atelier de ramassage de seringues en rue 5/7 du lundi au vendredi avec des consommateurs (comme petit job)

### Le projet RUE (Réponse Urgente Engagée) du CAAP Arve (HUG)

- Une permanence journalière 5/7 dans les lieux de distribution alimentaire, maraude autour de Quai 9 ainsi que des tournées nocturnes dans les quartiers identifiés à risques
- Une permanence auprès d'Aspasie (sur site et dans le bus mobile)
- Intervention sur appel de la police municipale (ex. dénonciations dans les allées des immeubles, caves, etc.)
- Orientation dans les soins, soins en rue, évaluation de la personne, distribution du matériel de consommation et de réduction des risques
- Maraudes hebdomadaires conjointes avec la Police municipale, Première Ligne et Genève maraude

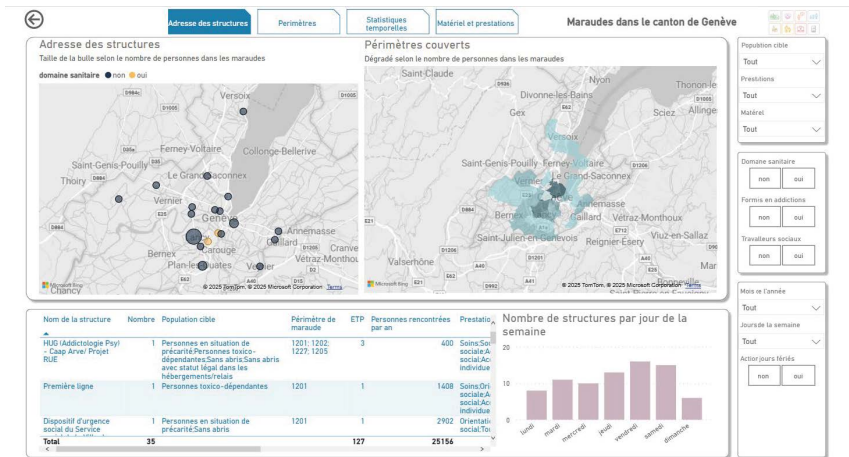
## Maraudes CAAP Arve



- 486 maraudes en 2024; 606 à ce jour
- A ce jour 218 personnes prises en charge
  - 149 personnes prises en charge au CAAP Arve
  - 69 personnes prises en charge dans la rue
- Taux de rétention dans les soins 61%
- 86% des personnes présentent une comorbidité psychiatrique à l'entrée du CAAP Arve
- 46% des patients nécessitent la prise d'un RDV avec l'interniste (plaies, bilan IST, lombalgies, céphalées)
- 57% des personnes ont diminué ou arrêté leur consommation de crack suite au suivi de l'équipe RUE

## Mapping des maraudes socio-sanitaires sur le canton

- En cas de besoins supplémentaires (péjoration de la problématique du crack, arrivée des opioïdes de synthèse) en maraudes, quelles entités pourraient être sollicitées?
- Première phase (Evaluation conjointe DSM-DCS auprès des partenaires connus), une deuxième d'enquête plus approfondie doit être réalisée
- Objectif: évaluer qui réalise des maraudes ou tournées de rue sur Genève  
sont-ils formés en addiction ?  
distribuent-ils du matériel de réduction des risques ?  
comprendre leur périmètre et répartition temporelle sur la semaine  
quelles sont les prestations fournies en rue?





Adresse des structures

Périmètres

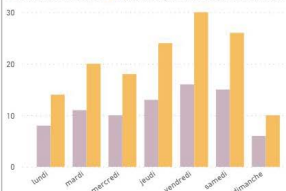
Statistiques  
temporelles

Matériel et prestations

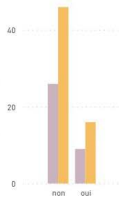
Maraudes dans le canton de Genève

Nombre de structures et nombre personnes  
dans les maraudes par Jours de la semaine

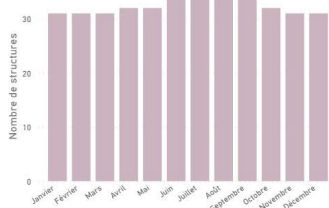
● Nombre de structures ● Nombre de personnes dans les maraudes



Action jours fériés



Nombre de structures par Mois de l'année



Adresse des structures

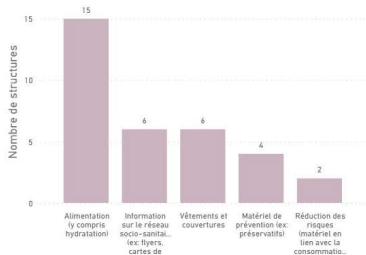
Périmètres

Statistiques  
temporelles

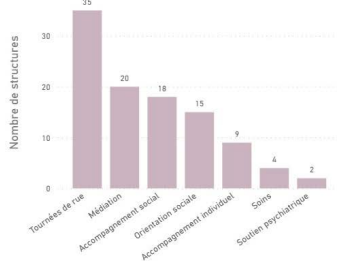
Matériel et prestations

Maraudes dans le canton de Genève

Matériel fourni par les structures



Prestations fournies par les structures



## 2. Situation actuelle autour de la problématique du crack

Salle de consommation et extension

Le Sleepin

Maraudes et travail de rue

**Hébergement d'urgence**

Etat de santé des consommateurs

Violences et gestion de l'espace public

### Hébergement d'urgence

Le Passage - Armée du Salut, Rue du Valais 10



- 9 lits sont proposés aux usagers de crack
- le taux d'occupation des places s'élève à 91% en 2024; 83% en 2025
- 41 hommes ayant pu bénéficier d'un lit en 2024 et 74 en 2025

Le CausE - Collectif d'associations pour l'urgence sociale, Rue Prévost-Martin18



- 3 places sont réservées prioritairement pour les femmes
- a accueilli 13 personnes (7 hommes et 6 femmes) au cours de l'année 2024 et 24 personnes ( 12 hommes/12 femmes) en 2025



## 2. Situation actuelle autour de la problématique du crack

Salle de consommation et extension

Le SleepIn

Maraudes et travail de rue

Hébergement d'urgence

Etat de santé des consommateurs

Violences et gestion de l'espace public



## Etat de santé des consommateurs

### Salle de soins de Quai 9

- 651 consultations santé sur 2024 auprès de 443 usagers (dont 30 durant le SleepIn); 370 consultation pour 2025 auprès de 252 usagers
- interventions pour des plaies non liées à l'injection: 317 (2024); 179 (2025)
- plaies liées à l'injection 79 (2024); 42 (2025)
- dépistages (HepB/HepC/HIV) 43 (2024); 59 (2025)

### Visites médicales à l'hébergement d'urgence

- débutées en septembre 2024; 15% médecin, collaboration avec les consultations infirmières de Première Ligne au sein des lits à disposition dans le plan stratégique
- ¾ des consultations en médecine générale aboutissent à un suivi avec un médecin généraliste, mais une fois les patients sortis de l'hébergement, la continuité de ce suivi reste incertaine

### Soins en rue

- Constat d'une dégradation de l'état de santé somatique des personnes les plus précaires

## 2. Situation actuelle autour de la problématique du crack

Salle de consommation et extension

Le Sleepin

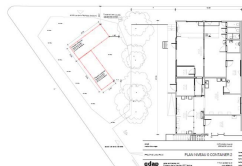
Maraudes et travail de rue

Hébergement d'urgence

Etat de santé des consommateurs

Violences et gestion de l'espace public

### Violences et gestion de l'espace public

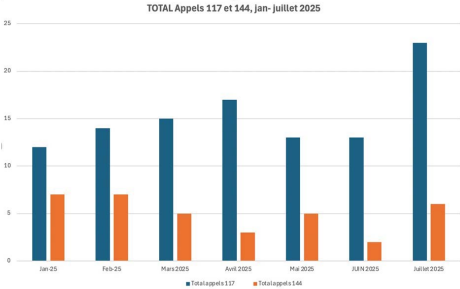


- La violence reste très présente entre les usagers de drogues avec l'usage d'armes blanches, sprays lacrymogènes, etc.
- La fermeture du périmètre avant de Quai 9:
  - Plus de violences au sein de la salle de consommation ni envers les collaborateurs
  - Un agroupement dangereux le long des voies du tram
  - Un refus d'entrer dans la zone fermée (le produit doit être rapidement retrouvé, peu d'incitatif à y être)
  - En juillet 2025, Quai 9 a appelé 24 fois le 117 et 144 (18 appels au 117/ 6 fois le 144)



## Violences et gestion de l'espace public

- En juillet 2025, Quai 9 a appelé 24 fois le 117 et 144 (18 appels au 117/ 6 fois le 144)



Mois	Jan-25	Feb-25	Mars 2025	Avril 2025	Mai 2025	JUIN 2025	Juillet 2025
Total appels 117	12	14	15	17	13	13	23
Total appels 144	7	7	5	3	5	2	6

### 3. Perspectives

## Perspectives

- Dernière mesure du plan stratégique : Drug checking en salle de conso
- Création d'un système de surveillance des consommations (Monitoring des tendances)
- Validation du nouveau Contrat de Prestations 2024-2028: nouvelles mesures (ouverture du drug checking aux mineurs, plus d'analyse de substances, analyse de substances en salle de consommation, augmentation du matériel de réduction des risques
- Coordination soutenue afin d'agir par anticipation (ex. mineurs et héroïne)
- Plan cantonal de gestion de crise lié aux opioïdes de synthèse (dont la mise à disposition de la Naloxone)
- Déménagement Quai 9

**Merci de votre attention**